

En désaccord avec M. Chevènement
Le directeur du C.N.R.S.
donne sa démission

LIRE PAGE 34

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

M. Reagan et les AWACS

L'ardente campagne menée depuis des semaines par le président Reagan pour la vente des deux avions-radar à l'Arabie Saoudite a porté ses fruits : par 52 voix contre 48, le Sénat a rejeté une motion qui eût bloqué la vente. La commande des AWACS, mais tout un paquet d'armements y compris 10 avions d'un montant dépassant 3 milliards de dollars. C'est une victoire indéniable pour M. Reagan. Les pointages des semaines passées le donnaient régulièrement perdant, mais jusqu'à la toute dernière minute, il aura multiplié promesses et pressions massives pour arriver à ses fins.

Les arguments de la Maison Blanche pour arracher la décision sont d'ordre plus psychologique que stratégique. Il s'agit avant tout de prouver que le président conservait sa liberté d'initiative et d'action sans risquer le désaveu du Congrès. Ses sympathies pour l'Etat d'Israël ne l'ont pas empêché de remplir l'arsenal d'un des ennemis de celui-ci. Faut-il y voir l'annonce d'un réajustement de la politique américaine au Proche-Orient, jusqu'à présent pas-sablement effacée face au décret de Jérusalem ? C'est en tout cas un geste de bonne volonté appuyé envers un Etat, l'Arabie Saoudite, que Washington fera tout pour maintenir dans le camp des « modérés », bien qu'il condamne les accords de Camp David.

Le plan du prince héritier Fahd — qui en revenant de « l'Arabie Saoudite » a fait un détour par Bonn pour rendre visite à son « ami » Helmut Schmidt — serait-il un élément de discussion pour Washington si les négociations égypto-israéliennes y résistent dans l'impasse ? De toute façon, il n'aurait servi à rien de déployer des efforts aussi herculéens pour obtenir l'aval du Sénat à la vente des AWACS, si ce n'était pour renvoyer dans l'arène diplomatique qui a caractérisé jusqu'à maintenant l'attitude américaine devant le conflit israélo-arabe.

Ainsi, l'affaire des AWACS serait-elle un moyen et non une fin en soi. Les réactions qu'a provoquées M. Reagan aux sénateurs inquiétés de voir remettre en jeu des incertitudes sur un matériel super-perfectionné le mettent en évidence. L'absence de ces avions, strictement défensifs, il n'est pas inutile de le rappeler, n'interviendrait pas avant 1985, ce qui laisserait l'Arabie Saoudite se départir de la « modération » dont on la crédite aujourd'hui. En outre, le président Reagan a fait savoir que des militaires américains seraient « impliqués » dans le maintien des AWACS « bien au-delà des années 90 ».

L'histoire du contrat d'armement avec Ryad restera, selon certains, une des pages les plus sombres de l'histoire de la politique américaine au Proche-Orient. Elle sera peut-être aussi une des pages les plus instructives de la politique américaine au Proche-Orient.

Jérusalem, qui ait peut-être à quel point à ce sujet, voit dans la possession d'AWACS par l'Arabie Saoudite une menace pour sa sécurité. Ce qui, dans un premier temps, obligera Washington à demander de « compensation » financière et militaire. M. Reagan ne pourra en rester là et il va même à la vente des AWACS pour lui-même. Il a mis toute son autorité en jeu, doit ouvrir une ère nouvelle dans la politique américaine.

(Lire nos informations page 3)

La crise tchadienne

Le « numéro deux » libyen dénonce à N'Djamena les « ingérences françaises »

Un rebondissement de la crise tchadienne est intervenu, dans les conditions encore mal définies, dans la soirée du mercredi 28 octobre, relayant les tensions entre Paris et Tripoli. Des mouvements de troupes libyennes, en l'absence de la Libye, avaient été constatés à N'Djamena où l'on avait cru, au moment, le président Goukouni Oueddei en difficulté. Toutefois, ce jeudi matin, le calme était revenu dans la capitale.

Présent au Tchad depuis mardi, le commandant Jalloul, numéro deux libyen, a indirectement confirmé l'existence d'un développement de la crise en ce moment tendu, après avoir rencontré deux fois le chef de l'Etat, à la France, accusée d'ingérence dans les affaires tchadiennes pour avoir voulu « imposer » au Tchad une force internationale de police. Par ailleurs, ces derniers jours, commandé à fournir une aide logistique au gouvernement de M. Goukouni Oueddei.

Pour en parler d'un coup de force « Négel » du colonel Kadafi pour contraindre une initiative française qui avait l'intention de s'appuyer sur des résolutions de l'Organisation de l'Unité africaine ? On peut se poser la question, d'autant que le président Goukouni Oueddei, notamment depuis sa réception à l'Elysée, en septembre, avait donné l'impression de prendre ses distances à l'égard de Tripoli. Apparemment, deux théâtres à N'Djamena avec le président tchadien ont eu un commandement libyen pour diriger la défense territoriale, qui opposait Tripoli au chef de l'Etat tchadien.

A ce stade de l'épreuve de force, une « démission » entre la Libye et M. Goukouni Oueddei serait d'autant moins surprenante que ce dernier ne compte pas même la plupart des factions du GUNT sans coalition, alors que Tripoli dispose de plusieurs milliers de soldats dans le pays, sur une grande partie du territoire tchadien. La « solution logique » de Paris — surtout s'il n'est pas sur le plan militaire, qui de 25 tonnes d'armes légères et de munitions — pourrait d'autant moins résister à un certain équilibre que les réciprocités — les Forces armées populaires de M. Goukouni Oueddei sont des bandes de jeunes souvent indisciplinées.

En bref, M. Goukouni Oueddei ne pouvait pas résister au cas où les libyens décident — ce qu'ils ont apparemment fait — de lui imposer la solution de leur choix. Dans ces conditions, les initiatives françaises ne peuvent avoir pour objet que de contraindre le colonel Kadafi à céder aux pressions de l'Etat, en faveur de l'intervention d'une force internationale.

J.-C. POMONTI.

(Lire la suite page 6)

Un roman bourré de sève, en automne !

Hervé Bazin

L'église verte

roman

Seuil

« Un roman, par lequel l'auteur semble vouloir l'expliquer long et profond, d'un monde, d'un roman bourré de sève, en automne... »
Bruno Frappat, Les Nouvelles Littéraires

au Seuil

L'impôt sur la fortune

Les œuvres d'art seront exonérées à la demande de M. Mitterrand

L'intérêt des débats que suscite à l'Assemblée nationale l'examen du projet de loi de finances pour 1982 — dont l'élément majeur est la création d'un impôt sur les grandes fortunes — devrait être relancé par la décision prise personnellement par M. François Mitterrand d'examiner les œuvres d'art, c'est-à-dire essentiellement les tableaux, les sculptures et les objets de collection.

Cette décision, rendue publique jeudi 28 octobre en fin de matinée, est une concession importante faite par le président de la République à tous ceux — la sensibilité — qui avaient insisté pour qu'en France, comme dans beaucoup de pays étrangers où existe un impôt sur la fortune, un tel particulier soit fait aux œuvres d'art.

Augmentation des taxes sur les transactions

En même temps qu'il annonçait cette concession, M. Mitterrand a fait savoir que les taxes sur les transactions portées sur les objets d'art allaient être très sérieusement augmentées. Les peintures vont passer de 3 à 5 %, sur les ventes aux enchères et de 3 à 4,5 % sur les ventes directes. Au-delà de cette décision se pose le problème du champ d'application de la fortune qui, depuis quelques semaines — et au fil de la fortune — s'est déjà réduit sensiblement. On voit mal en effet comment le revenu des œuvres d'art pourra être de prendre en considération le cas des forêts (sauf M. Mitterrand est très attaché), celui des fermes et des terres louées à long terme, ou celui des objets, qui constituent pour le pays un patrimoine historique.

On pourra multiplier les exemples. Finalement, l'impôt sur les grandes fortunes risque de se réduire à un impôt sur les immeubles et les biens encaissés.

(Lire page 31 l'article de JACQUES CHALL)

Adieu Rothschild

par GUY DE ROTHSCHILD

La libération, les participations avaient les Rothschild dans la banque. Les Rothschild ont été nationalisés par de Gaulle. En 1961, le comte de Rothschild a été nommé à la présidence de la banque. Les Rothschild ont été nationalisés par de Gaulle. En 1961, le comte de Rothschild a été nommé à la présidence de la banque. Les Rothschild ont été nationalisés par de Gaulle. En 1961, le comte de Rothschild a été nommé à la présidence de la banque.

Le débat sur l'audiovisuel

M. ESTHER NOUS PRÉCISE LE SENS DE LA POLEMIQUE QU'IL A OUVERTE SUR LA RADIO-TELEVISION

(Lire page 24.)

AUX RENCONTRES INTERNATIONALES DE BELGRADE

Le roman à la fin du XX^e siècle

« Le roman, se joue aujourd'hui sur une scène littéraire unique. » Ce propos a ouvert la rencontre internationale d'écrivains qui vient de se tenir à Belgrade. Celle-ci est de tradition chaque année, au moment où la ville fête l'anniversaire de sa libération. Elle illustre le rôle de plaque tournante que joue la capitale yougoslave, où l'est et l'ouest se côtoient facilement. Pour souligner l'union que constitue le roman, le comité de cette terre de poètes, elle avait fait de ce genre le centre de ses débats : « Le roman à la fin du vingtième siècle ». D'Australie, des Etats-Unis, du Canada, de Cuba, de plusieurs pays d'Europe, d'Union soviétique, de l'Afrique noire, du Maghreb, de l'Inde, du Pakistan, de Chine, romans, critiques, comparatistes, traducteurs s'étaient rendus à l'invitation de l'Association des écrivains serbes, participants souvent désignés dans leurs pays respectifs par des associations similaires ou profitant d'une proximité de circonstances.

JACQUELINE PIATIER.

(Lire la suite page 21.)

L'Inde aux prises avec la corruption

II. — Le procès d'une société politique

De notre correspondant PATRICK FRANCÈS

Des semaines durant, l'affaire Antulay, du nom du chef du gouvernement de l'Etat du Maharashtra, a agité la classe politique indienne et monopolisé l'attention de la presse et de l'opinion (le Monde du 29 octobre). Au-delà des agissements d'une personnalité haute en couleur, cette affaire, outre qu'elle mettait le nom de Mme Gandhi à ce qui constituait le plus important scandale intervenu depuis son retour au pouvoir, illustrait aussi les graves conséquences du rôle déterminant joué par l'argent noir (c'est-à-dire non déclaré) dans la politique indienne.

New-Delhi. Exemple, l'affaire Antulay est à la fois d'un titre. Du procès d'un homme on devait vite en effet passer au procès d'un système politique, d'une société politique, d'une société tout court. Comme si M. Antulay avait joué le rôle d'un miroir dans lequel un pays tout entier se découvrait, se redécouvrait. Avec effroi. Avec tristesse. Avec cynisme. Mais aussi avec l'espoir que l'avertissement pourrait être entendu. Crise de conscience mais aussi prise de conscience à laquelle le pays, ce qui est tout à son honneur, prenait une part déterminante. Étonnante leçon de choses que cette affaire n'abaisse fait, chaque parole, chaque commentaire méritait de retenir l'attention tant il était, à sa façon, riche d'enseignements.

Prenons d'abord la réaction du principal intéressé, M. Antulay. L'homme est un « battant ». Témoin, il a campé sur ses positions. « Je n'ai aucun regret », n'est-ce pas d'affirmer depuis que la presse, puis l'opposition ont décidé d'inscrire son procès. Au contraire, il s'est défendu, il a contre-attaqué.

« Une main américaine ? »

Résumons la plaidoirie : Je voulais faire quelque chose au faveur des artistes, des pauvres, des régions rurales. Si j'ai décidé d'avoir recours à des fonds publics, c'est pour surmonter l'obstacle constitué par la bureaucratie. J'ai agit au grand jour, reçu des chèques, délivré des reçus (« Les chèques n'ont jamais été empilés les uns sur les autres », ont fait observer ses adversaires). On veut me démolir parce que, le suis un indigène de l'Etat de Bombay. Et aussi parce que je suis un chef de gouvernement efficace. En fait, je suis victime d'une conspiration. A l'origine de la campagne lancée contre moi par la presse capitaliste, il y a une main américaine ! Et d'observer que l'offensive avait immédiatement commencé après

qu'il ait, le 26 août, critiqué publiquement la décision américaine de fournir des armes sophistiquées au Pakistan, décision dans laquelle il avait vu « une attaque destinée à détruire la démocratie indienne ». Rappelons, pour terminer, que M. Antulay est un farouche partisan du régime présidentiel et qu'il a un jour accusé les adeptes du parlementarisme britannique d'avoir « une mentalité d'esclave ».

Une plaidoirie qui éclairait assurément la personnalité de M. Antulay mais qui devait être jugée peu convaincante par la plupart des journalistes et, bien entendu, par une opposition pour laquelle son comportement illustrait parfaitement la philosophie du parti au pouvoir, le Congrès, selon laquelle « si les apparences sont fausses, la morale l'est aussi ». Autrement dit, le développement rural, l'aide à certaines catégories sociales, voire le financement du parti — justifie les moyens.

Commentaire de Mme Gandhi : « La corruption était beaucoup plus grande sous le régime précédent (celui du Janata) et ceux qui, aujourd'hui, la dénoncent le plus vigoureusement sont ceux-là mêmes dont les noms ont été associés à des affaires louches. » Et l'on vit effectivement les élus du pouvoir se dresser en Parlement au bras armé des noms des principaux leaders de l'opposition. On vit aussi, dans un journal proche du gouvernement, broder les fédérations qu'aurait parrainées M. Jyoti Basi, chef du gouvernement dominé par le parti communiste (marxiste) du Bengale-Occidental.

« Étrange logique, commentait un analyste ; cela signifie-t-il que les chefs de gouvernement du Congrès aujourd'hui sont justifiés parce que l'opposition a commis d'identiques hier ? » Reste que le fatisme ainsi exprimé au sommet par la bouche de Mme Gandhi, reflétait finalement assez bien l'attitude adoptée par le grand parti de la presse lorsque l'affaire a éclaté. « Scandale du siècle ? interrogeait, par exemple, le magazine Bille ; plutôt le bon émissaire du siècle ! et on replace l'affaire dans le contexte d'un système politique où la corruption est devenue un style de vie et où les règles du jeu sont si floues qu'il est impossible de regretter qu'un « jeune et dynamique » chef de gouvernement, capable d'une réelle politique sociale et dont le régime ne pourrait que susciter la jalousie, soit ainsi sacrifié sur l'autel d'un système en vigueur dans tout les Etats de l'Union ». On devait d'ailleurs vite voir remonter à la surface les noms de plusieurs chefs de gouvernement du Congrès, eux aussi, de comportements plus que douteux.

Un vieux racket

Ainsi pour M. Mulgankar, ancien rédacteur en chef de l'Indian Express, « on ne peut pas dire que l'image du Congrès ait été ternie par cet épisode dans la mesure où, pour le moins, il n'a rien révélaté au contraire parfaitement ». Opinion partagée par un autre éditeur expérimenté, M. Sundar Rajan qui, dans le Sunday Observer, ne voyait dans cette affaire que « la continuation d'un vieux racket » et rappelait que « la collecte de fonds par le parti du Congrès avait toujours été une histoire de manipulation, d'extorsions et de chantage ». En fait, chacun reconnaissait que la collecte de fonds à des fins politiques était pratiquée par toutes les formations politiques, sans exception, l'Etat ne pourvoyait pas aux dépenses requises pour participer aux élections ou pour faire tourner la machine des partis.

Alors, M. Antulay doit-il partir ? Est-il coupable ? Et bien, suggérait ironiquement le magazine Current, que celui qui n'a jamais péché

lui jette la première pierre... Et d'ajouter : « Qu'a-t-il fait d'habituel ? Est-il le seul chef de gouvernement à avoir lancé des fondations pour alimenter les caisses de son parti ? Son erreur ? Avoir été pris la main dans le sac, d'être fait trop d'ennemis et, surtout, avoir impliqué M. Gandhi dans cette affaire et en avoir ainsi fait la cible réelle de l'opposition. »

Et chacun, ou presque, de se tourner vers Mme Gandhi et d'attendre son verdict. « De nombreuses leçons peuvent être tirées de cette affaire », estimait le magazine India Today, au terme d'une longue enquête. « Encore faut-il pour cela que Mme Gandhi accepte d'entreprendre le nettoyage des écuries d'Auguste de son propre parti. »

Une attitude caractéristique des « législateurs », ceux qui considèrent qu'en dépit des turpitudes unanimement reconnues et sans cesse dénoncées d'un « système politique pourri » le pouvoir émane non du peuple mais de l'argent crapuleux (pour reprendre une phrase de India Today). Mme Gandhi demeure comme étrangère au système, le dominant, le survenant, leader immaculé, et qui voit, par conséquent, en elle un archange capable de terrasser le démon de la corruption. Et de citer les vigoureux propos tenus à ce sujet par le premier ministre. « Si j'ai deux choses qui font l'unité dans ce pays, ce sont l'inflation et la corruption. Cette dernière s'est en effet à plusieurs niveaux, non seulement dans la bu-

reaucratie et la politique, mais aussi dans le monde des affaires. Tant que nous n'aurons pas vaincu ce cancer, la santé du pays sera menacée. »

Les Saint-Just de l'Indian Express

Tout irait donc pour le mieux si n'existaient quelque part dans Delhi, virevoltant dans un bunker gris sur Bahadur Shah Zafar Marg, les Saint-Just de l'Indian Express qui, calmement, méthodiquement, présentent des choses une analyse pour le moins différente. Arun Shourie, bien sûr, mais aussi M. Nihal Singh, nouveau rédacteur en chef du quotidien, une nomination qui a d'ailleurs provoqué quelques fureurs entre les deux hommes. Le premier fait penser à Ralph Nader, à un procureur froid et méthodique,

Le second plutôt à un Tocqueville qui promènerait sur la société indienne un regard tristement lucide et la décrierait d'une plume souvent assassine. Que dit-il ? Par tempérament, Mme Gandhi se méfie des leaders potentiels. Aussi privilégie-t-elle les loyautés à bas prix. Par exemple, pour désigner ceux qui régneront sur les Etats, ses « soldats ». Nommés par elle, leur sort est entre ses mains. D'où l'abandon de lui plaire, la banalité des résultats. D'où le recours à des méthodes efficaces mais parfois condamnables. D'où, aussi, l'aggravation des dissidences au sein de son parti. Lâché en marge du pouvoir, les « exiles » ne rêvent que de revanche. Et pour eux tous les moyens seront bons.

Il n'y a plus de vrais partis politiques, à quelques exceptions près, dit encore M. Nihal Singh. Le Parlement ne reflète plus rien. Les ministres ne sont pas responsables. L'opposition est divisée, démoralisée. Cynisme et corruption règnent. Mais d'un leader débaillé, il faut le remplacer. Trouver des hommes qui lui soient entièrement dévoués, à elle, mais aussi, demain, à son fils Rajiv. Difficile quand on a fait le vide autour de soi. Aujourd'hui, la scène politique est déserte et seuls survivent des médiocres uniquement bons à courber la tête. Où trouver, dans ces conditions, les leaders capables de conduire le pays de l'avant ?

L'analyse est en soi, plutôt pessimiste. Mais, au bout du compte, il reste, à la fois, comme ailleurs, la prise de conscience, le sentiment d'un échec, d'un impitoyable sursaut. Qu'il soit le fait de Mme Gandhi ou de quelque autre.

F I N

La détente intelligente et la distraction sont aussi plaisantes.
Du 30 octobre au 11 novembre 1981.
LE SALON DU BRICOLAGE
CNIT - PARIS LA DEFENSE
de 10 h à 19 h. Nouragues les 3, 6 et 10 novembre jusqu'à 22 h.
En évidence le bois, vos jeunes enfants, sur rez-de-chaussée, cette île merveilleuse, entourée de palmiers, se transforment en meubles !

Dans le TGV tous les voyageurs sont assis.
Réservation jusqu'à 5 minutes avant le départ.

Pour votre confort, dans le TGV tous les voyageurs sont assis. La réservation (8 francs*) est donc obligatoire. Comme pour les autres trains, vous pouvez réserver 2 mois à l'avance dans toutes les gares et agences de voyages, mais, avec la réservation rapide TGV, vous pouvez le faire jusqu'à 5 minutes avant le départ, dans la gare même.

Ainsi, vous avez la certitude de voyager dans les meilleures conditions. C'est-à-dire assis. Dans un fauteuil individuel, confortable, avec devant vous un large espace pour vos jambes. Et puis le TGV, c'est aussi l'air conditionné, des vitres insonorisées, un bar, etc.

C'est tellement agréable de voyager à 250 km/h.

* Plus en 1982.

TGV. Gagnez du temps sur le temps.



CONTRE LE FROID ET LE BRUIT
DOUBLEZ VOS VITRAGES EN-GLACE PLANILUX SAINT-GOBAIN
(déductible des impôts)

Comptez 600 F le m² en glace de 8 mm. d'épaisseur
10 ANS DE GARANTIE
Crédit gratuit en 3 versements

POSE GRATUITE (hors limites)

Sté PARIS ISOLATION PROTECTION
55, av. de La Motte-Picquet 75015 PARIS
Tél. : 566-65-20 et 306-35-12

DEVIS GRATUIT
DEJA PLUS DE 15.000 SURVITRAGES POSÉS

5 vitesses - 8 CV ou Automatique 3 rapports/6 CV
HONDA PRELUDE
Toit ouvrant électrique

JAPAUTO
Concessionnaire exclusif : 27, av. de la Grande Armée - Tél. 588.14.51

Copies Couleurs
Etrave 58, Av. Daumesnil 75012 PARIS - 347.21.32

AFRIQUE

Tchad

Le calme semble rétabli à N'Djamena

Le commandant Jelloul, à numéroté deux à l'hyphen, a qualifié d'« insécurité dans les affaires intérieures tchadiennes » la décision du Parti d'« imposer » au Tchad une force internationale de « maintien de la paix », dans un entretien diffusé, jeudi 29 octobre dans la matinée, par la radio nationale tchadienne. Le commandant Jelloul, qui s'est exprimé mardi et mercredi avec le président Goukouni Oueddei, a ajouté : « Nous sommes au Tchad par la volonté du gouvernement tchadien. Le jour où il nous dira de partir, nous nous en irons ».

Le calme le plus complet régnait à N'Djamena jeudi matin, à l'exception, par ailleurs, l'envoyé spécial de l'A.P.P. Le président Goukouni Oueddei devant y réintégrer dans la journée, le commandant Jelloul, des ministres du GOUV. Le gouvernement d'union nationale de transition. Aucune présence militaire libyenne n'était visible dans la capitale tchadienne.

Revenu au camp de l'actualité la semaine dernière, avec l'appui de M. Mitterrand, l'envoyé spécial de l'A.P.P. Le président Goukouni Oueddei devant y réintégrer dans la journée, le commandant Jelloul, des ministres du GOUV. Le gouvernement d'union nationale de transition. Aucune présence militaire libyenne n'était visible dans la capitale tchadienne.

On apprend, en effet, dans la journée, qu'une colonne de parascas armés de M. Agni Ahmad, venue de Mongo, dans le centre du Tchad, et appuyée par des blindés libyens, avait atteint N'Djamena, où la présence mili-

taire libyenne s'était par ailleurs renforcée. Mercredi également, le ministre français de la défense affirmait que le commandant du contingent français stationné à Douar (Centre-Tchad), non loin de la frontière libyenne, avait, de son propre chef, placé ses troupes en état d'alerte et s'était présenté à.

Plusieurs témoignages, enfin, faisaient état de vives tensions dans la capitale tchadienne, notamment entre, d'une part, des soldats libyens et, de l'autre, les partisans du président.

Goukouni Oueddei ainsi que ceux du vice-président Ramoço, généralement considérés comme le chef de la faction « sudiste ». L'A.P.P. a rapporté, ce jeudi matin, que la population de N'Djamena vaquait normalement à ses occupations, et que la garde de la résidence de M. Goukouni Oueddei n'avait pas été renforcée. Ces informations convergent avec celles, diffusées la veille par l'agence libyenne de presse Jana, qui démentaient la « prétendue dégradation de la situation au Tchad ».

PARIS ET TRIPOLI

(Suite de la première page.)

Tripoli ne se contente pas, désormais, d'accuser Paris d'« ingérence dans les affaires intérieures tchadiennes » mais accuse également du même « forfait » Khartoum, qui offre l'hospitalité aux « rebelles » de M. Hissène Habré. C'était le teneur du message adressé mercredi par le colonel Kadafi à M. Amr Moussa, président en exercice de l'O.U.A.

On peut se demander si le colonel Kadafi, qui doit accorder au président libyen à la tête de l'Organisation panarabique l'an prochain, ne prend pas un sérieux risque en accusant, presque ouvertement, l'O.U.A. de se mêler à ce qu'il considère comme une manœuvre française. Il table sans doute, que quelques sections de Sénégalais et de Nigériens, patronnés par l'O.U.A., ne s'inscrivent pas sur les bords du Tchad, histoire de contester la présence de leurs troupes sur le terrain du territoire tchadien.

Le président Goukouni Oueddei est resté en fait le « prisonnier » de Libyens qui, après tout, dans d'autres circonstances, s'accrocheraient à lui sans doute que quelques sections de Sénégalais et de Nigériens, patronnés par l'O.U.A., ne s'inscrivent pas sur les bords du Tchad, histoire de contester la présence de leurs troupes sur le terrain du territoire tchadien.

J.-C. POMONTI.

Selon la Commission internationale des juristes

TRENTE-DEUX DÉTENUÉS SERAIENT MORTS ASPHYXIÉS DANS UNE CELLULE

(De notre correspondante.)

Genève. — La Commission internationale des juristes (C.I.J.), dont le siège est à Genève, a publié mardi 27 octobre un rapport de M. André Fromberg, professeur à la faculté de droit de l'université de Montréal, sur la mission qu'il a effectuée au Maroc après les émeutes du 30 juin à Casablanca. Il relate que trente-deux personnes arrêtées à la suite de ces événements auraient été entassées dans une cellule de 2 mètres sur 2 mètres et que « trente-deux y sont mortes de suffocation ».

M. Fromberg, qui a assisté le 13 juillet au procès de quatre-vingt-deux personnes, dont le mortel agresseur de quatorze à dix-sept ans, précise qu'il a été exposé le 14 et 15 mai par ce fait recueillir la version du gouvernement marocain sur les événements qu'il tenait de l'opposition et des milieux judiciaires marocains.

Un émissaire du président Reagan au Maroc. — Le général Vernon Walters, ambassadeur du président Reagan et ancien directeur adjoint de la C.I.A., est actuellement en mission au Maroc. Il a-t-on appris mercredi 28 octobre. — (A.F.P.)

Quatre études sur la Libye. — La revue *Machreb-Mechrek*, dirigée par le Docteur J. C. Pomonti, publie quatre études sur la Libye. Elles sont : 1. La Libye, 2. La Libye, 3. La Libye, 4. La Libye. — (A.F.P.)

Maroc

LA VISITE DE M. CHEYSSON À RABAT

Hassan II confirme sa volonté de voir organiser rapidement un référendum au Sahara occidental

De notre correspondant

Rabat. — Le ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, a quitté Rabat, ce jeudi 29 octobre, après avoir présidé, mercredi en fin d'après-midi, les travaux de la grande commission franco-marocaine et s'être entretenu avec son collègue marocain, M. Bouattou. Annonçant, il avait été reçu à Fès par le roi Hassan II pendant une heure et demie.

Comme il fallait s'y attendre, c'est la situation au Sahara occidental et les conséquences de l'attitude du Polisario, en particulier, qui ont occupé la majeure partie de la conversation. Le souverain a confirmé la position marocaine des événements, insistait sur l'importance des trois mille hommes envoyés par le Polisario pour le Sahara occidental, notamment des chars T-54 et T-56 de fabrication soviétique, dont la présence à Guelma, Zemmour est aujourd'hui considérée comme à peu près certaine.

Le roi du Maroc s'est montré déterminé à préserver dans la mesure du possible la situation à l'intérieur du pays, en particulier, le Sahara occidental, et à empêcher le Polisario de s'agrandir par le Sahara occidental. Le roi du Maroc s'est montré déterminé à préserver dans la mesure du possible la situation à l'intérieur du pays, en particulier, le Sahara occidental, et à empêcher le Polisario de s'agrandir par le Sahara occidental.

Le souverain estime que la victoire du comité de mise en œuvre de la Kojak, secrétaire général de l'O.U.A., est une victoire pour le Maroc, car elle permettrait de réunir les deux rives du Sahara occidental, ce qui est la volonté du Maroc. Le roi du Maroc s'est montré déterminé à préserver dans la mesure du possible la situation à l'intérieur du pays, en particulier, le Sahara occidental, et à empêcher le Polisario de s'agrandir par le Sahara occidental.

Le roi du Maroc s'est montré déterminé à préserver dans la mesure du possible la situation à l'intérieur du pays, en particulier, le Sahara occidental, et à empêcher le Polisario de s'agrandir par le Sahara occidental.

Le roi du Maroc s'est montré déterminé à préserver dans la mesure du possible la situation à l'intérieur du pays, en particulier, le Sahara occidental, et à empêcher le Polisario de s'agrandir par le Sahara occidental.

Le roi du Maroc s'est montré déterminé à préserver dans la mesure du possible la situation à l'intérieur du pays, en particulier, le Sahara occidental, et à empêcher le Polisario de s'agrandir par le Sahara occidental.

Le roi du Maroc s'est montré déterminé à préserver dans la mesure du possible la situation à l'intérieur du pays, en particulier, le Sahara occidental, et à empêcher le Polisario de s'agrandir par le Sahara occidental.

Le roi du Maroc s'est montré déterminé à préserver dans la mesure du possible la situation à l'intérieur du pays, en particulier, le Sahara occidental, et à empêcher le Polisario de s'agrandir par le Sahara occidental.

Le roi du Maroc s'est montré déterminé à préserver dans la mesure du possible la situation à l'intérieur du pays, en particulier, le Sahara occidental, et à empêcher le Polisario de s'agrandir par le Sahara occidental.

Le roi du Maroc s'est montré déterminé à préserver dans la mesure du possible la situation à l'intérieur du pays, en particulier, le Sahara occidental, et à empêcher le Polisario de s'agrandir par le Sahara occidental.

Le roi du Maroc s'est montré déterminé à préserver dans la mesure du possible la situation à l'intérieur du pays, en particulier, le Sahara occidental, et à empêcher le Polisario de s'agrandir par le Sahara occidental.

Le roi du Maroc s'est montré déterminé à préserver dans la mesure du possible la situation à l'intérieur du pays, en particulier, le Sahara occidental, et à empêcher le Polisario de s'agrandir par le Sahara occidental.

Le roi du Maroc s'est montré déterminé à préserver dans la mesure du possible la situation à l'intérieur du pays, en particulier, le Sahara occidental, et à empêcher le Polisario de s'agrandir par le Sahara occidental.

Le roi du Maroc s'est montré déterminé à préserver dans la mesure du possible la situation à l'intérieur du pays, en particulier, le Sahara occidental, et à empêcher le Polisario de s'agrandir par le Sahara occidental.

Algérie

LA POLÉMIQUE SE POURSUIT EN FRANCE SUR LE PROBLÈME DES ARCHIVES

Le groupe de travail franco-algérien sur le problème des archives entreposées à Aix-en-Provence (le Monde) du 28 octobre) a échoué en quatrième séance du jour à Alger, mercredi 28 octobre, et a décidé de tenir à nouveau séance dans le courant de novembre à Paris. Le groupe, composé essentiellement d'experts et d'administrateurs, est dirigé par M. Martial de la Forêt, directeur de services de documentation et des archives de l'Etat d'Oran, et du côté algérien par M. Mohamed Toulal, directeur du Centre national des archives.

M. Mohamed Saharou, ambassadeur d'Algérie en France, a été reçu, mercredi, par le groupe d'ambassadeurs de France-Algérie, l'Assemblée nationale, présidé par M. André Baudouin (socialiste, Alpes-de-Haute-Provence). Il a affirmé que l'Algérie souhaitait récupérer ses archives et que celle-ci a renoncé à ses archives aux consultations des historiens et des chercheurs français.

Cette affaire continue cependant à alimenter une polémique. M. Bernard Toulal, secrétaire général de l'A.P.P., et François Lévêque, député U.D.F., proposent un transfert en Algérie de ces archives, de même que le parti radical socialiste, le Centre algérienne, mouvement culturel et français rapatriés d'Algérie, et l'Association des sciences d'outre-mer.

Le Monde des PHILISTINES

Dans le numéro d'octobre : 140 pages

XXX ANNIVERSAIRE

Etude inédite sur la « Saline »

Interview de Pierre Baudouin

Espace rédactionnel dédié

Interview de M. Louis Mercadier, ministre des P.T.T.

Ru versé dans les kiosques : 10 F (hors expédition)

Spécialité : abonnement aux journaux 11 rue, 10 rue, 10 rue

(Publié)

EDITEUR : MAISON DE LA PLUMÉE

21, rue de la République, 75001 Paris

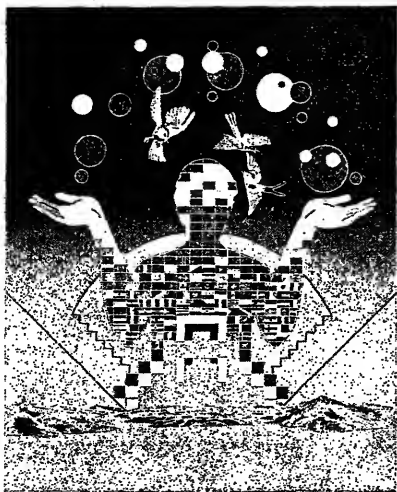
75001 Paris

Alain Gauthier

Centre officiel de presse - Marie Maréchal

100 rue de la République, 75001 Paris

30 OCTOBRE 1981 JOURNÉE MONDIALE DE L'ÉPARGNE.



Partout à travers le monde, les Caisse d'épargne — organismes à but non lucratif — poursuivent la même tâche essentielle : le progrès des peuples. Tournées vers l'avenir, elles ont pour mission d'aider chaque individu, chaque famille à constituer leur patrimoine et améliorer leur cadre de vie. En France, la Caisse d'épargne et de prévoyance créée en 1818 est, à présent, sous le signe de l'écureuil la première institution d'épargne avec 26 millions de déposants. En lui confiant leur argent, les

épargnants gèrent mieux leur patrimoine tout en participant au développement de l'activité de leur région. Ils financent de grands travaux, aident les collectivités locales, améliorent le cadre de vie. Aujourd'hui, chaque citoyen-épargnant joue son rôle dans le développement harmonieux de l'économie pour le progrès des peuples.

C'est pourquoi le 30 octobre la Caisse d'épargne d'écureuil et toutes les Caisse d'épargne du monde célèbrent la Journée Mondiale de l'Épargne.

CAISSE D'ÉPARGNE

Tunisie

Le président Bourguiba encourage les juges à trancher avec plus d'équité les litiges entre couples mixtes

De notre correspondant

Tunis. — En Tunisie, comme dans les autres pays du Maghreb, les mariages mixtes ne sont pas rares. La séparation du couple tunisien, le plus souvent, est un drame. Drame pour les enfants, certes, mais aussi pour les parents qui, quels que soient les circonstances et les motifs du divorce, s'interrogent sur le sort de leurs enfants qui se trouvent ainsi séparés de leur propre pays, de leur culture, de leur langue, de leur religion, de leur milieu.

Depuis des années, ces situations donnent lieu à de multiples incidents judiciaires, notamment, comme l'est le cas de la famille de M. Jeanne François, dont le mari tunisien s'est enfui de France avec ses deux enfants, avaient monté une véritable opération de commando — grande leurre — pour l'appel — pour récupérer l'enfant.

Aujourd'hui, il est permis de penser que de tels cas pourront, désormais, trouver leur solution sans que l'on ait besoin de recourir à ces exodes. Une Française, Mme. Tranchesi, vient, en effet, d'être libérée, après un mariage mixte de trois ans, la garde de l'enfant — une fille âgée d'un an et demi — avec un ressortissant tunisien qui avait enlevé l'enfant en Tunisie.

et qui refusait de le lui rendre. Le fait est que, dans ce cas, Mme. Tranchesi a été libérée et l'enfant est resté en Tunisie, ce qui est une victoire pour la Tunisie.

Le président Bourguiba a encouragé les juges à trancher avec plus d'équité les litiges entre couples mixtes.

Le président Bourguiba a encouragé les juges à trancher avec plus d'équité les litiges entre couples mixtes.

Le président Bourguiba a encouragé les juges à trancher avec plus d'équité les litiges entre couples mixtes.

Le président Bourguiba a encouragé les juges à trancher avec plus d'équité les litiges entre couples mixtes.

Le président Bourguiba a encouragé les juges à trancher avec plus d'équité les litiges entre couples mixtes.

Le président Bourguiba a encouragé les juges à trancher avec plus d'équité les litiges entre couples mixtes.

Le président Bourguiba a encouragé les juges à trancher avec plus d'équité les litiges entre couples mixtes.

سازمان الأصل

Le poids d'un mot

si l'on a une bonne oreille. Au Palais-Bourbon, les trois mousquetaires continuaient de ferrailer contre l'escadron de la majorité chargé d'occuper le terrain, furieux « d'être privé de Valence » comme on l'est de dessert et retournant sa colère contre les « provocateurs » de l'opposition. « Menteurs ! » « Provocateurs ! » « Staliniens ! ». Empoignades. Huissiers à la rescousse. A Paris, comme à Valence, force oui. Tranquille, non. Dissipée, l'illusion, enterré le bel adjectif. Alors, sur une coquille de noix, navire durent dans

CETTE SEMAINE, DANS

PARIS
MATCH

Force, oui. Tranquille, non. Jean Cau a beau savoir peser ses mots, ce qu'il a oui à l'Assemblée Nationale, au cours des débats sur les nationalisations, est vraiment trop malsonnant. Ses oreilles, comme celles des murs du Palais-Bourbon, qui en ont entendu d'autres, ont frémi d'indignation. Quand les supporters de la force tranquille se livrent à trop d'excès de langage, il y a un mot de trop dans leur devise. Jean Cau s'en inquiète et le dit, cette semaine dans Paris Match.

LE POIDS DES MOTS, LE CHOC DES PHOTOS

30%

TAFIS 2000
A l'heure

LE DÉBAT SUR LA DÉCENTRALISATION

M. Defferre «engage le fer» contre la majorité sénatoriale

Le débat sur la décentralisation s'est plutôt mal engagé au Sénat. Plus exactement, les sénateurs ont mal pris que M. Gaston Defferre «engage le fer» sans attendre. Dès le début de la discussion générale, en effet, mardi 28 octobre, le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, renouant aux habitudes fustreuses de la maison et abandonnant la tradition qui veut que le porte-parole du gouvernement présente les dispositions du projet soumis à délibération, s'est contenté de mettre en garde les sénateurs.

Après l'exposé du rapporteur (le Monde du 29 octobre), M. Defferre monte dans la tribune et, «Je suis disposé, déclare-t-il, à accueillir vos amendements...» encore faut-il savoir dans quel cadre ils sont déposés. Or, il constate, en écoutant votre rapporteur, que la création de plusieurs titres nouveaux aboutit à la rédaction d'un véritable contre-projet. En particulier, ce texte intègre la loi Bonnet que le Sénat avait voté en première lecture et le rapport même de M. Giraud souligne le «contraste» entre ces deux séries de dispositions.

«Aux termes de la Constitution et de votre règlement, les amendements ne sont recevables que s'ils se placent dans le cadre du texte en discussion. Le Sénat ne peut donc adopter de tels amendements».

Le ministre invoque également l'article 40 de la Constitution qui interdit toute dépense nouvelle non compensée par des recettes, et souligne qu'il n'envisage cette procédure (article 40) et change la loi qu'il y aura lieu à des mutations de personnel ne font entendre. Alors M. Defferre oppose un argument de fait pour tenter de convaincre le Sénat : «Au reste, ajoute-t-il, le texte que j'ai soumis n'est pas une loi, mais une loi qui n'a aucune chance d'être adoptée par la majorité de l'Assemblée nationale. C'est sur les bords du R.P.R. et de l'U.D.F. que vous devez en discuter contre la majorité nationale qui s'est exprimée» (Protestations).

«Est-ce que plutôt de solliciter à l'élaboration d'un texte efficace, applicable le plus tôt possible aux collectivités locales? (Applaudissements sur les bancs socialistes et communistes et sur certains bancs de la Gauche démocratique).

contre les dangers auxquels ils exposeraient leur propre droit d'amendement, ils suivraient les conclusions du rapporteur.

C'est-à-dire, M. Michel Giraud (R.P.R., Val-de-Marne), vendi d'exposer les propositions de la commission des lois, «un véritable contre-projet», dit le ministre, quand M. Defferre a mis les sénateurs en devoir de choisir entre l'examen du texte de la commission et celui amendé par l'Assemblée nationale, réclamant même un scrutin public sur ce choix.

Il a approuvé les dispositions de son projet qui souligne M. Delmas, «cette loi n'est que la cristallisation».

Du côté de la majorité sénatoriale... MM. Benche (Gauche dém., Haute-Marne), Tournier (R.P.R., Eure), Schiold (Union cent., Haut-Rhin), Colom (non-inscrit, Rhône), Beaum (R.P.R., Fribourg), et autres critiques sont nombreuses et vives. M. Beaum, ancien secrétaire d'Etat à l'Intérieur, s'élève contre la loi de décentralisation qu'il considère de votre lecture la procédure de la «dotation globale d'équipement».

«Le ministre lui répond : «J'en ai effectivement songé à introduire dans la loi la dotation globale d'équipement, mais en vue de la décentralisation dont je dispose, en particulier sur l'état des finances et projets d'équipement en cours dans les communes. Il y a remède, car elle serait entravée de graves déséquilibres entre les communes.» — A. G.

L'U.D.F. et le R.P.R. ont décidé de «coordonner leur action»

Dès lors que M. Jacques Chirac avait accepté le principe d'une concertation permanente entre le R.P.R. et l'U.D.F., il proposa le 28 septembre par M. Jean Lecanuet, un conseil d'orientation pour organiser cette concertation. Ce conseil, qui sera présidé par M. Lecanuet, a été organisé, le mercredi 28 octobre, à l'Assemblée nationale, entre deux délégations composées des secrétaires généraux des deux partis (M. Adolphe Fauget et Bernard Fossé) et des présidents des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale (M. Jean Claude Gaudin et Claude Labbé) et au Sénat (M. Adolphe Fauget et Charles Pasqua).

Aux yeux des deux formations, le simple fait que cette rencontre ait lieu constitue un premier point positif. Même si le rapport au niveau parlementaire le dialogue, interrompu depuis les élections législatives, entre les deux formations des partis devait être amorcé.

Il n'empêche que le contre-tir entre R.P.R. et U.D.F. est encore loin d'être réglé. M. Lecanuet, pour limiter la «concertation permanente» à des enjeux bien précis. Alors que deux délégations ont décidé de mettre en place une instance qui sera l'Assemblée nationale, permettra à cinq députés U.D.F. et cinq députés R.P.R. choisis par eux qui vont pas de responsabilité dans les deux régions de faire la liaison entre les deux groupes. Pour sa part, M. Chirac, président de l'intergroupe U.D.F. du Sénat, a rappelé que les responsables des groupes de l'opposition (majoritaire au Palais du Luxembourg) se réunissent toutes les semaines.

Elles ont également retenu le principe d'un groupe de travail chargé de préparer les prochaines élections. Les participants, sur ce point, n'ont pas franchi sur le point de savoir si priorité devait être donnée lors des consultations électorales à venir aux primaires ou aux candidatures uniques et si convenait de lier les candidatures de mai 1983 et les futures régionales. Les experts d'élaboration des formations travaillant avec «programmisme» et laboreront tout large part d'initiative aux responsables locaux.

A défaut de s'engager dans une coopération plus poussée, R.P.R. et U.D.F. qui ont l'intention d'établir chacun son propre projet politique, sont au moins d'accord pour condamner le porte-à-fort sur la scène nationale de la décentralisation, du social et des libertés.

Au terme de leur rencontre, les délégations de l'U.D.F. et du R.P.R. ont publié la déclaration suivante :

«Les deux délégations ont

consenti la dégradation de la situation économique et sociale et les risques que fait courir à la démocratie la mauvaise du parti socialiste sur tous les enjeux de l'Etat, sur les activités économiques et sur les moyens d'expression.

«Les deux délégations, désireuses d'empêcher le R.P.R. et l'U.D.F. dans une action communisme et réaction tend au plus parlementaire que dans le pays, pour s'opposer par tous moyens démocratiques à cette évolution dangereuse, ont décidé de se réunir régulièrement pour coordonner leur action. La prochaine réunion aura lieu le mercredi 18 novembre au Sénat».

M. FITERMAN ACCUSE M. GERMON (P.S.) DE SURCHÈRE SYNDICALE

M. Claude Germon, député (P.S.) de l'Isère, a rendu publique le mercredi 28 octobre, une lettre que M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports, lui avait adressée, le 7 octobre, au sujet d'une lettre que le député socialiste avait adressé au personnel de l'aviation civile.

«Par votre intrusion et votre attitude, écrit le ministre, vous avez donné tout à la fois le sentiment de soutien, comme représentant de la majorité gouvernementale, à la direction d'Air France de manière autoritaire et de celle d'être, et de vouloir nous substituer aux syndicats dans une négociation qui est strictement de leur ressort. (...) Vous avez donné, par votre attitude, une image trop sérieuse et de la cohésion du gouvernement et de sa majorité».

«J'ai répondu, ajoute M. Fiterman, que vous avez le souci d'apporter votre soutien aux travailleurs, mais, en vous insérant à une surchère déployée, vous avez pu paraître intervenir, que vous le vouliez ou non, contre le gouvernement lui-même. A moins que vous ne considériez que c'est le ministre communiste qui fait de la surchère, ce qui ne serait qu'une autre façon de gêner le gouvernement».

M. Germon, maire de Marcy, membre de la commission exécutive de la CGT, jusqu'à son élection à l'Assemblée nationale (il avait devancé le député socialiste, M. Pierre Juquin, au premier tour, dans la troisième circonscription de l'Isère, mais, jusqu'à son congrès de Valence, ministre du secrétariat national du P.S., chargé des migrations, il a été remplacé à ce poste. Il avait été invité par le syndicat C.F.T.C. d'Air France lors de la grève de quatre jours menée par le personnel de l'aviation civile, à l'occasion de la manifestation, à l'Orly (Val-de-Marne) de l'après-midi de la CGT et de la C.F.T.C. et il était intervenu au cours de la négociation avec la direction.

L'Assemblée du 28 octobre écrit : «On est en droit de s'interroger sur les décisions de M. Germon de donner, trois semaines après, de l'adopter à l'initiative, promouvoir, qu'il avait adoptées alors. A-t-il voulu, le lendemain d'une mise au point, que le ministre des transports s'est engagé à faire au sujet de certaines actions freinées, apporter un soutien à cette action? Cela serait pas acceptable de la part d'un député de la majorité».

STAGES D'ANGLAIS à OXFORD.
Formation continue toute l'année, tous niveaux.
DOISE
Oxford Intensive School of English
21, rue Théophraste Renaudot
75002 Paris - Tél. (01) 533.1362

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 ou PLUS (jusqu'à 2 m 10) MINUS 10 FORT
JOHN RAPAL
Grandes tailles prêt-à-porter
40, AVENUE DE LA REPUBLIQUE PARIS 11^e
PARKING GRATUIT

COULURES PARISIENNES, VESTES, PANTALONS, CHEMISES (à la mode)



NOUVEAU. QUAND VOUS TRAVAILLEZ, VOUS ETES PAYE.

LA PRÉ-PAIEMENT BTP.
UN PAIEMENT RÉGULIER POUR TRAVAILLEZ SÉRIEUX.

Pour les entreprises du bâtiment et des travaux publics, les entreprises ou les délégués de l'entreprise courent des problèmes de gestion extrêmement pénibles.

C'est pourquoi avec le «pré-paiement», la BTP a décidé d'instituer un principe sans précédent : lorsqu'un travailleur, on ne paye pas tout de suite, le principe de fonctionnement est simple : il suffit aux entreprises de recouvrer de vos créances. Amalgamé : vous êtes payé immédiatement, mais aussi, vous êtes assuré d'être payé. Car la BTP prend à sa charge la récupération jusqu'à 100% de son montant.

LA PRÉ-PAIEMENT BTP.
UN ACCORD COMMERCE PAR BTP.

La convention conclue entre la BTP et son client souscrit au contrat «pré-paiement BTP» précise clairement les modalités de fonctionnement de cette entente.

Pour chaque nouveau chèque, un contrat particulier est signé. Il prévoit les conditions propres à cette opération qui peuvent varier en fonction de la situation de votre client débiteur.

Le montant des honoraires de la banque dans cette opération est reversé à votre client. Il n'est pas inférieurs à ceux habituellement pratiqués par les Sociétés classiques d'affacturage (achat de créances).

Vous gardez la liberté de ne pas utiliser l'ensemble de votre chiffre d'affaires et de régler ses clients à tout moment.

Si cette formule d'amélioration de vos conditions financières, vous contactez sans tarder avec la BTP. Nous pourrions vous donner des exemples précis de contrats pré-paiement que nous avons établis pour des entreprises similaires à la vôtre. Elles ne s'en plaignent pas.

LA BTP NOUS PRÉPARE VOS SOUCIS EN COMPTE
BTP
BANQUE CORPORATIVE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS
22, rue de Valenciennes - 75002 PARIS

POLITIQUE

La nouvelle direction du P.S.

Tous les courants sont représentés

M. Lionel Jospin, reconduit mercredi 28 octobre, à l'unanimité du comité directeur du parti socialiste, au poste de premier secrétaire, a désigné les quinze membres du secrétariat national et douze secrétaires nationaux adjoints. Au sein de cette équipe, tous les courants sont représentés, puisqu'un place est faite aux socialistes minoritaires, les amis de M. Mauroy obtenant deux postes au secrétariat national (MM. Fajardie et Bontier-Leroy), ainsi qu'un secrétaire national adjoint (Mme Martine Buron) ; ceux de M. Bocard ont obtenu un secrétaire national (M. de la Fournière) et de deux adjoints (MM. Bana et Chapuis).

Le CERS, dont l'audience nationale est plus faible que celle des amis de M. Mauroy, doit à son appartenance à la majorité de M. de la Fournière de conserver ses places fortes (l'extension du secteur public avec M. Charazac, les collectivités locales avec M. Guidon, l'action culturelle avec M. Mothé).

La hiérarchie du parti n'est pas véritablement modifiée : M. Jean Poperen est confirmé dans ses fonctions de numéro deux du parti, chargé de la coordination et de l'intérieur du premier secrétaire.

En revanche, M. Paul Quilès n'est pas confirmé dans la position de numéro trois qu'il semblait devoir occuper : le député de Paris conserve sans doute la maîtrise de l'appareil (il est chargé des fédérations), mais il n'est pas, à l'inverse de M. Poperen, cité avant les autres membres du secrétariat. Il y a là plus qu'une nuance, il s'agit d'une volonté du premier secrétaire d'obtenir que M. Quilès, en quelque sorte, rentre dans le rang.

Deux personnalités quittent le gouvernement du parti : Mme Veronique Nertz, députée de la Seine-Saint-Denis, qui était chargée de la lutte des femmes et de l'intérieur des relations internationales (elle fut remplacée par deux secrétaires nationaux adjoints : Mme Buron pour la lutte des femmes, M. Hunsinger pour les relations internationales) ; M. Claude Gernon, député de l'Essonne, est remplacé au secteur entreprises par M. Bachy.

Dans les deux cas, il s'agit de sanctionner une action jugée imparfaite (M. Gernon parle sans doute l'échec du comité directeur "Combat socialiste").

La composition du bureau exécutif, élu par le comité directeur, traduit la perte d'influence des rattachés. Il ne porte pas la marque d'une volonté de renouvellement de la part des militants, mais plutôt d'une volonté de renforcement avec l'entrée notamment de MM. Joxe et Mermoz, ex-secrétaire remplacé à la présidence du comité directeur par M. Estier. — J.M.C.

Le bureau exécutif

Le bureau exécutif du P.S. du 28 octobre 28 octobre est ainsi composé (1) :

Membres titulaires : 27.

Courant A (14) : MM. Lionel Jospin, Jean Poperen, Paul Quilès, Pierre Joxe, Louis Bernald, Jean Poperen, Mme Martine Buron, Christiane Mon, M. Marcel Dehaye, Mme Veronique Nertz, M. Michel Peset, Gérard Delaunay, Jean-Paul Bachy, Claude Gernon.

Courant B (5) : MM. Guy Auloy, Roger Fajardie, Daniel Percheron, Mme Marie-Françoise Seligmann, M. Jean-Claude Bontier-Leroy.

Courant C (4) : MM. Michel de la Fournière, Robert Chapuis, Dominique Naudin, Didier Mothé, Noëlle Lemaître.

Courant D (3) : MM. Michel Charazac, Pierre Audouin, Didier Mothé, Jean Bessé.

Membres suppléants : 18.

Courant A (10) : MM. Alain Banael, Yves Durand, Mme Françoise Seligmann, Alain Banael, Bernard Thureau, Mme Anne Trépo, M. Michel Bernald, Daniel Percheron, Mme Marie-Françoise Seligmann, M. Jean-Claude Bontier-Leroy.

Courant B (3) : MM. Marcel Dehaye, Mme Martine Buron, M. Michel Charazac, M. Jean-Paul Bachy, M. Jean-Pierre Wéry.

Courant C (3) : M. Pierre Carasso, Mme Anne Trépo, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

M. Michel Charazac, M. Jean-Pierre Wéry.

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 28 octobre 1981, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Mitterrand. Au terme de ses travaux le communiqué suivant a été publié :

● CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le conseil des ministres a adopté quatre projets de loi autorisant la ratification de conventions internationales relatives à :

— Les seconds congres en 1984 par la Communauté européenne à la suite de l'adhésion du Danemark à la convention de Lomé ;

— La ratification complémentaire à accorder aux conventions internationales relatives au transport des voyageurs, des bagages et des marchandises par chemin de fer, et visant à modifier les règles d'indemnisation pour pertes, avaries et décès ;

— L'accord franco-italien de 1981 tendant à éviter la double imposition en matière de transport aérien ;

— Le protocole annexé à la convention relative à l'aviation internationale, en ce qui concerne les obligations de 1948 et est entré en vigueur.

● PROPRIÉTÉS ET LOCALITAIRES

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

● LES GRANDS ORDRES

Le conseil des ministres a approuvé des projets de décret modifiant les statuts de la Légion d'honneur, de la Médaille militaire et de l'ordre national du Mérite.

Le conseil des ministres a approuvé des projets de décret modifiant les statuts de la Légion d'honneur, de la Médaille militaire et de l'ordre national du Mérite.

Le conseil des ministres a approuvé des projets de décret modifiant les statuts de la Légion d'honneur, de la Médaille militaire et de l'ordre national du Mérite.

Le conseil des ministres a approuvé des projets de décret modifiant les statuts de la Légion d'honneur, de la Médaille militaire et de l'ordre national du Mérite.

Le conseil des ministres a approuvé des projets de décret modifiant les statuts de la Légion d'honneur, de la Médaille militaire et de l'ordre national du Mérite.

● ÉCONOMIE EUROPÉENNE

Le ministre délégué chargé des affaires européennes et le ministre délégué chargé du budget ont rendu compte au conseil des ministres de la situation de l'économie européenne.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport aérien.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport maritime.

Le conseil des ministres a approuvé un projet de loi portant sur les droits et obligations des propriétaires et des locataires en matière de transport terrestre.

PARIS DE JOUR

2850 F

nouvelles frontières

nous luttons pour le droit au voyage

37, rue Violet 75015 PARIS 578 65 40

13, rue du Pré-Botte 35000 RENNES 79 21 13

Le Monde

Le plan d' de la ville

De not

Nice — Le tribu

dans un jugement

27 octobre l'arresté

des Alpes-Maritimes

du 27 février 1980

quant le plan d'occup

sans de la ville de

proposant

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

de l'Etat, de l'Etat

Le Monde

équipement

URBANISME

ENVIRONNEMENT

Le plan d'occupation des sols de la ville de Nice est annulé

De notre correspondant régional

Nice. — Le tribunal administratif de Nice a annulé dans un jugement rendu le 27 octobre l'arrêté du préfet des Alpes-Maritimes en date du 27 février 1980 approuvant le plan d'occupation des sols de la ville de Nice.

Sans faire injonction, cette décision, fondée sur l'irrégularité de la composition du groupe de travail chargé d'élaborer le document, n'a revêtu pas moins un caractère suspensif dans la mesure où il s'agit d'une sanction globale concernant le POS d'une grande ville.

L'annulation du plan d'occupation des sols de la ville de Nice avait été demandée par une douzaine d'associations de défense des sites et une centaine de particuliers, qui avaient formé de nombreux griefs contradictoires. Le tribunal n'a retenu qu'un seul des moyens invoqués, celui se rapportant à la composition du groupe de travail constitué en 1979 pour participer à l'élaboration du document. En vertu des textes alors en vigueur, le groupe de travail devait être exclusivement composé des représentants élus de la commune et de ceux des services de l'Etat. Or il avait admis en son sein des représentants de nombreuses catégories professionnelles qui n'avaient pas leur place, notamment du syndicat des architectes, de la chambre syndicale des promoteurs-construiteurs, du syndicat des entrepreneurs en bâtiment et travaux publics, du syndicat des hôteliers, des piédestaux, etc. Le commissaire du gouvernement, M. Ayl, avait estimé qu'il ne peut être question de

permettre aux représentants d'intérêts particuliers de participer à l'élaboration du POS.

Au POS annulé est substitué donc automatiquement le règlement national d'urbanisme, mais la situation ainsi créée ne manquera pas d'être examinée par le tribunal administratif de Nice.

« Nous avons composé le groupe de travail dans un esprit de conciliation le plus large possible pour recueillir l'avis de toutes les personnes dont le métier est lié à l'urbanisme », a déclaré le député R.P.R. et maire de Nice, M. Jacques Médecin. « On ne peut pas à la fois reprocher aux élus de ne pas suffisamment pratiquer le dialogue et de constituer un groupe de travail trop de personnes. Les conséquences de ce jugement ne devraient pas dépendre être trop graves, puisque le POS annulé a depuis été révisé et que le nouveau document devrait être prochainement rendu public. »

GUY PORTE.

LA CONSTRUCTION, A PARIS, DE L'INSTITUT DU MONDE ARABE EST REMISE EN CAUSE

Rebondissement dans l'affaire de la construction de l'Institut du monde arabe à Paris (le Monde du 21 septembre). Le ministre des Relations extérieures vient d'indiquer qu'il avait proposé un nouveau terrain, près duquel Saint-Bernard, dans le douzième arrondissement, pour la réalisation de cet Institut.

An Quel d'Omay, en Indonésie, dépendant qu'une décision définitive n'est encore prise et que les études continuent. Il s'agit, en dernier ressort, au conseil d'administration de l'Institut de se prononcer sur le choix d'un nouveau site.

L'emplacement initialement retenu du numéro 8 au numéro 15, boulevard de Grenelle, avait été à l'origine d'une vive controverse entre l'Etat et la mairie de Paris. Au cabinet de M. Chirac, on préférait tout d'abord un terrain en bordure de la Seine, mais le projet a été abandonné à la création d'un tel Institut à Paris et quelle surprise que le projet ne subisse aucun retard.

Si un nouveau site est retenu, la réalisation de ce dossier subira, évidemment, le retard. Car le projet de l'architecte Henry Heyard « condamnait » avec le terrain proposé. Si l'on doit retenter un nouveau terrain, la décision ne sera-t-elle pas grande de choisir un autre projet architectural ? Les études d'Henry Hey-

nard ne faisant pas, en effet, l'unanimité au ministère de la Culture.

M. JEAN MILLIER ETUDIERA LES EFFETS DE LA « COMMANDE PUBLIQUE » EN ARCHITECTURE

Le conseil des ministres du 28 octobre a chargé M. Jean Millier d'une mission d'étude sur « les effets de la commande publique sur l'architecture ».

Prié le 28 juin 1977 à Paris, M. Jean Millier est ingénieur général des ponts et chaussées. Ancien élève de l'Ecole polytechnique, il est nommé directeur des ponts et chaussées à Limoges en 1961, avant de diriger de grands travaux en Côte-d'Or, où il sera successivement directeur du port d'Alésia en 1961, puis directeur des travaux publics en 1962. Secrétaire de la CSE-Orléans de 1967 à 1969, il est ministre des travaux publics de 1977 à 1981.

Noté en district de la région de Paris en 1960, il est nommé en 1968 directeur général de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme, puis chef du service régional de l'équipement en 1968. Enfin, il est président-directeur général, puis président du conseil d'administration de la Défense de 1969 à 1977. De 1977 à 1980, il est président de l'Association Architecture et Construction et, depuis 1978, de l'Association Qualité.

M. JEAN-CLAUDE ROURE, NOUVEAU DIRECTEUR DE LA QUALITÉ DE LA VIE

Le conseil des ministres du 28 octobre a nommé M. Jean-Claude Roure directeur de la qualité de la vie. Ce service, qui fut une délégation animée par M. Jean-Claude Coll, est l'un des trois services dans la protection de la nature et la prévention des pollutions qui reste affecté au ministère de l'Environnement. Ses missions, qui n'ont jamais été très nettement déterminées, restent encore floues.

M. Jean-Claude Roure, quarante-trois ans, trois enfants, licencié en lettres et ancien président de l'UNEP, est, depuis 1968, fonctionnaire de l'Institut national de la Santé et de la Sécurité du Travail (INRS), dont il est directeur de la qualité de la vie « l'un des meilleurs spécialistes ».

Il a successivement occupé les postes de chef du service d'équipement touristique, directeur de la société d'équipement de la Côte, directeur de l'Agence d'urbanisme de la région de la S.O.P.R. pour la région Midi-Pyrénées (Limoges). Parallèlement, M. Roure a été, de 1968 à 1977, administrateur, trésorier puis président de l'Union des centres sportifs de plein air (U.C.S.P.A.), dont il est encore conseiller technique.

C'est sans doute davantage à ce titre qu'il est d'aujourd'hui public qu'il a été choisi par M. Croq-

INQUIÉTUDE CHEZ LES DÉFENSEURS DES ANIMAUX

Après l'annonce de la suppression de la mission de la protection animale (le Monde du 29 octobre), la société protectrice des animaux a exprimé sa désapprobation devant une mesure qu'elle qualifie de « régression ».

La confédération des sociétés de protection des animaux qui a été créée en 1974, est présidée par M. Jean-Claude Roure. Elle a déclaré de son côté que cette décision montrait que la politique de protection animale devenait « nécessaire » pour le gouvernement.

Mme Edith Croson, ministre de l'Agriculture, pour manifester son étonnement.

La confédération exprime « des inquiétudes devant l'absence de nouvelles mesures de protection animale ». La Ligue française des droits de l'animal a déclaré de son côté que cette décision montrait que la politique de protection animale devenait « nécessaire » pour le gouvernement.

● Trois nouveaux hôtels pour Méridien. — Deux hôtels de la chaîne française Méridien filiale d'Afr France — seront construits d'ici à 1984 à Libanone et à Port, après la constitution dans la capitale portugaise d'une société hôtelière à capitaux portugais et arabes. L'investissement total est estimé à 200 millions de francs. C'est la société Méridien qui assurera la gestion des hôtels et en supervisera la conception et la construction.

Méridien s'apprête en outre à verser la somme de 500 millions de francs pour la construction d'un hôtel à San-Francisco, en plein cœur de la ville.

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT

JOHN RAPAL
Designer taille personnalisée

COSTUMES, PARDESSUS, CASHMERE, LODEN, VESTES SPORT, BLAZERS, BLOUSONS, IMPERMÉABLES, CUIR, PEAUX, DAM, EXCLUSIVITÉ, MAC DOUGLAS, PANTALONS, VÊTEMENTS, JEANS, CHEMISES ET PULLS (4 longueurs de manches)

40, rue de la République
75001 PARIS — Tél. 333 65 00
Remise de 10% sur le montant de la facture à la carte de membre
Membre France 1981 — Porteur personnel

NE VOUS TROMPEZ PAS D'AÉROGARE.

“Votre attention s'il vous plaît, à partir du 1^{er} novembre, les passagers à destination de Londres, Manchester, Amsterdam et Vienne exclusivement sont priés de se rendre à la nouvelle Aérogare de l'Aéroport Charles de Gaulle : l'Aérogare 2”.

- Pour vous rendre à l'Aérogare 2, terminal B, deux possibilités d'accès :
- Un service de cars Air France toutes les 15 minutes au départ de la Porte Maillot.
 - Une liaison train-bus, Roissy-Rail, tous les quarts d'heure au départ de la Gare du Nord.
- Par l'autoroute, à la sortie Aéroport Charles de Gaulle, une signalisation précise vous guide directement vers l'Aérogare 2.



LE VOYAGE QU'IL VOUS FAUT.

MOINS DE 29 ANS ? ALLEZ EN AFRIQUE POUR MOINS CHER

...SUR VOLS RÉGULIERS AIR AFRIQUE

Vous avez moins de 29 ans ? Profitez-en pour découvrir l'Afrique avec environ 60% de réduction sur l'aller et retour. C'est ce que vous permet le Tarif Découverte « Jeunes » d'Air Afrique. Des Tarifs Découverte, il en existe 21, tous sur vols réguliers.



LES TARIFS “DÉCOUVERTE”
AIR AFRIQUE

POUR VOUS, ALLEZ VOIR L'AFRIQUE OU VOTRE AGENT DE VOYAGES.

De notre correspondant

1

ÉDUCATION

Le recteur d'Amiens suspend la création d'un centre de formation des maîtres du privé

Amiens. — Un nouveau recteur peut-il se permettre de suspendre la création d'un centre de formation des maîtres du privé ? Telle est la question que se posent les responsables de l'enseignement catholique en Picardie, alors

que vient d'être remis en question l'ouverture du Centre de formation pédagogique de l'enseignement privé catholique.

Ce centre devait assurer, à Amiens, la formation des futurs instituteurs à partir de cette rentrée.

De notre correspondant

Alors que son prédécesseur avait donné, en juin dernier, son accord pour l'ouverture du Centre de formation de l'enseignement privé, M. Christian Graa, nouveau recteur de l'académie d'Amiens, a estimé que l'établissement n'avait pas de futur chômeur. Il a donc préféré « procéder à une nouvelle étude », en attendant qu'il ait décidé de « s'en tenir au statu quo ». La convention qui aurait permis d'ouvrir le centre n'a donc pas été signée.

Vive émotion dans les milieux de l'enseignement privé, où ne domine ni rancœur ni déception, mais un profond sentiment d'injustice et d'incompréhension. En effet, depuis juin 1979, les élèves-instituteurs qui se destinent à l'enseignement privé de l'enseignement public (titulaires-élèves) ont aux mêmes dispositions que ceux du secteur public et se voient obligés de passer par la formation après le baccalauréat. Or, une autre convention, qui prévoit la formation des maîtres et des élèves de l'enseignement catholique, n'a pas été signée.

Grâce à une forte participation financière des familles, des familles de l'enseignement catholique de l'académie, des locaux ont été acquis à Amiens. Après l'engagement pris par M. Lolo Spitz, le précédent recteur, des décrets étaient destinés pour l'entrée en fonction et le recrutement de personnel. D'après les trois derniers diocèses picards de l'enseignement catholique, une erreur dans le calcul des besoins se semble pas mortelle. Il y avait plutôt sous-évaluation dans la mesure où l'âge de la retraite des maîtres du secteur privé de l'enseignement public (titulaires-élèves) n'est pas pris en compte, puisqu'il n'est pas cité dans les textes votés surcharge. La décision restera donc dans l'attente de se former.

MICHEL CURIE.

Même si le Comité départemental d'action laïque a vu dans la création du Centre pédagogique d'Amiens une provocation et un

A NANCY

Une importante association de formation continue dépose son bilan

Nancy. — L'ACUCES (Association du centre universitaire de coopération économique et sociale) a annoncé son dépôt de bilan à la suite d'une assemblée générale qui a eu lieu le mardi 27 octobre, au siège de l'association, à Nancy. Cette assemblée, selon les termes mêmes d'un communiqué du ministère de la formation professionnelle en date du 22 octobre, « juridique-

ment incontestable ».

De notre correspondant

Par-delà les chiffres, c'est une partie de l'histoire de la promotion du travail en France qui sera prochainement mise entre les mains d'un écrivain. Né en 1904 de la volonté des plus importantes entreprises industrielles de la région de l'Université de Nancy, cette association de type semi-privé s'est alors fixée de promouvoir dans le domaine de la formation des adultes. Elle avait à cette époque l'ambition de conduire des formations de type « promotion supérieure du travail » au sein des entreprises.

À partir de 1960, le professeur Bertrand Schwartz bouleversa le système des « cours du soir » au bénéfice d'une pédagogie nouvelle adaptée à la formation des adultes. C'est ainsi qu'il fut mis en place des certificats d'aptitude professionnelle (CAP).

maintenant une politique de haute salarisation, ses permanents (ils sont actuellement au nombre de cent vingt) ont en utilisant sept cents à huit cents enseignants du secondaire de la sorte, l'ACUCES perd de sa souplesse. Une politique générale devenue ainsi moins dynamique entraîne le déficit financier. Les associations ont été menées du 18 au 22 octobre dernier avec le ministère de la formation professionnelle mais n'ont abouti à aucun accord.

« Pourquoi les mandats de l'enseignement dérivent à 22 millions. On peut détruire la structure », résume l'intéressé, qui se demande, d'autre part, s'il n'y a pas une volonté affirmée de détruire le secteur associatif dans le domaine de la formation continue. L'ACUCES, qui a été créée en 1904, a été créée dans un contexte où la formation continue n'était pas une préoccupation. Elle a été créée dans un contexte où la formation continue n'était pas une préoccupation.

JEAN-LOUIS REMER.

LANGUES ET CULTURES RÉGIONALES

Des Européens demandent une charte

De notre correspondant

Strasbourg. — La défense des droits des minorités, notamment dans le domaine culturel et linguistique, est à l'ordre du jour des institutions européennes. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (les « 41 ») et l'Assemblée européenne (les « 10 ») ont récemment étudié le problème et sont parvenues à des conclusions à peu près identiques : assurer le service des langues et des cultures minoritaires en recourant, notamment, à leur introduction dans les programmes scolaires. Un remarquable rapport du professeur Alexandre Donski, représentant polonaise, a été remis à l'Assemblée des « 41 », en décembre 1979, et a été discuté à travers les pays du Conseil. Quant à la C.E.S., vingt millions de ses ressortissants se servent quotidiennement de langues minoritaires et de dialectes.

Le texte adopté par l'Assemblée du Conseil de l'Europe demande l'emploi de la langue

maternelle ou de sa forme normalisée quand il s'agit d'un document officiel, dans la première éducation des enfants. L'utilisation de la langue maternelle dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, sera encouragée par l'Assemblée européenne au terme d'un accord ministériel. Les langues des minorités seront encouragées comme points de départ d'une charte communautaire des langues et des cultures régionales. Elle demande aux gouvernements des pays membres de promouvoir les programmes officiels d'enseignement des langues et des cultures régionales de l'école maternelle à l'université, mais aussi l'enseignement des langues et des cultures régionales. Les pays membres sont invités à permettre l'expression des cultures minoritaires à la radio et à la télévision, de même qu'à soutenir les initiatives pour l'organisation de leurs activités culturelles.

JEAN-CLAUDE HAHN.

Un engagement de M. Savary

Participent récemment à un séminaire de travail organisé à Montbéliard (Franco-Allemand) par la direction des écoles, M. Alain Savary a prononcé une allocution sur le rôle des langues et cultures régionales à l'école. Le député a déclaré que le ministère de l'Éducation nationale se servait quotidiennement de langues minoritaires et de dialectes.

détaillé et programmation d'un projet qui pourrait être développé dans les langues et cultures régionales contemporaines ne rendant rien de tous les aspects d'un projet, et capable de porter l'enthousiasme de ceux qui bâtissent les régions d'aujourd'hui, est pour une large part à définir.

« Les cultures régionales doivent être des cultures pour aujourd'hui, a-t-il ajouté. C'est là qu'il ne peut y avoir prescription

des cultures qui sont faites.

LUNETTES

MONTURES DE MARQUE A PRIX DE GROS.



MONTURE LANVIN
REF. OLB 508 - PRIX 155,50 F.

Cette offre est également valable sur des montures Lorient, Peco Robinson, Emmanuelle Khouri, chez les opticiens Krys de la région parisienne à l'occasion de l'ouverture de leur 101^e magasin. * Prix catalogue fournisseur + TVA sans incidence sur le prix des verres. Offre valable jusqu'au 15 décembre 1981.

LES OPTICIENS KRYSS SONT DANS LES PAGES JAUNES DE L'ANNUAIRE.



LUNETTES

MONTURES DE MARQUE A PRIX DE GROS.



MONTURE CHARLES JOURDAN
REF. CJ 25 - PRIX 159 F.

Cette offre est également valable sur des montures Lorient, Peco Robinson, Emmanuelle Khouri, chez les opticiens Krys de la région parisienne à l'occasion de l'ouverture de leur 101^e magasin. * Prix catalogue fournisseur + TVA sans incidence sur le prix des verres. Offre valable jusqu'au 15 décembre 1981.

LES OPTICIENS KRYSS SONT DANS LES PAGES JAUNES DE L'ANNUAIRE.



LES HAUTS-DE-SEINE créent de nouvelles solidarités

Le département des Hauts-de-Seine joue depuis plusieurs années un rôle pilote pour la solidarité sociale : transports publics gratuits, installation de téléphone pour les personnes âgées, crèches départementales pour les enfants... Dans les cinq ans à venir, le Conseil Général a décidé de consacrer un effort particulier à l'habitat social, l'hébergement des personnes âgées du quatrième âge, la protection des jeunes enfants et la formation des handicapés. 190 millions de subventions pour la modernisation des HLM. Le département subventionnera les travaux permettant : • le maintien des personnes à faible revenu dans les centres-ville, • la rénovation des HLM, • des économies d'énergie et des réductions de charges. Amélioration des logements insalubres des personnes âgées. Des subventions seront accordées pour 2 200 logements (sanitaires, systèmes d'alarme). 850 lits de long séjour pour les personnes âgées. Ces



centres hébergeront des personnes âgées ayant un besoin constant de soins ; à Saint-Cloud, à la Fondation Roguet, à Antony, à Courbevoie, à Boulogne, à Rueil, à Colombes, à Issy-les-Moulineaux. Cinq maisons d'accueil pour personnes âgées invalides (quatrième âge). Ces maisons, équipées en personnel et en matériel spécialisés, accueillent des personnes très âgées. Cinq unités de jour pour les personnes âgées. Ils reçoivent et soignent les personnes âgées isolées dans la journée, qui pourront rentrer le soir chez elles. Cette formule originale permet d'éviter l'hospitalisation. 1 250 places de crèches supplémentaires. Les Hauts-de-Seine sont déjà, dans ce domaine, le mieux équipé de France. Des établissements pour handicapés adultes. 300 places en centres d'aide par le travail seront créées et 200 en foyers d'accueil. Par ailleurs, le département subventionnera tous les travaux facilitant l'accès des bâtiments publics aux handicapés.

grace au plan quinquennal le conseil général des hauts-de-seine prépare l'avenir

Seul en France, le Conseil Général des Hauts-de-Seine s'était doté depuis 1971 de deux plans quinquennaux d'investissement, pour maîtriser et programmer l'évolution du département.

Un troisième plan, également établi et présenté par Roger Prévot, Président de la Commission Départementale, vient d'être adopté par le Conseil Général, réuni sous la Présidence de Jacques Baume.

Le Monde

LIBRES

Ces infatigables épistoliers Joyce persiste et signe

L'art de la missive

M^{ME} DE SEVIGNÉ confie à Mme de Grignon : « J'aime à vous écrire. C'est donc signe que j'aime votre absence, ma fille ; voilà qui est épouvantable. » Elle fait ainsi dire à son beau-père du goût qu'on avait de son époque pour le genre épistolaire. Mais dix-septième et dix-huitième siècles, on s'écrivait beaucoup. On lisait dans les salons les lettres qu'on avait reçues, car elles représentaient des nouvelles de toute sorte, concernant les affaires politiques, les intrigues de cour ou les lenteurs de la vie dans les provinces lointaines. L'usage qu'on faisait des missives explique sans doute le soin que mettaient leurs auteurs à les rédiger. Mais même les lettres plus intimes avaient de la tenue. On lit dans ses sentiments sans déshabiller son âme.

On refusait de dénoter ce qu'on écrivait en l'exprimant d'une manière excessive et complaisante. On donnait à ses oeuvres le charme de la discrétion.

Ce genre littéraire a produit ainsi quelques-uns des plus séduisants : Mme de Sévigné, notamment, mais aussi Mme du Deffand et Mme de Staël. Ces femmes savaient dépeindre avec des traits aimables leurs désordres comme leurs émois. « Le vrai caractère du style épistolaire, affirmait Joubert, est l'enjouement et l'urbanité. »

Maintenant, on ne s'écrit plus guère. Le téléphone, cette providence des fâcheux, a remplacé les missives. Le genre va probablement disparaître. Mais ne faut-il pas considérer toute littérature comme éphémère ? Écrire et publier un livre, c'est adresser une lettre à des inconnus. « On écrit, disait Georges Perros, parce que personne n'écoute. »

FRANÇOIS BOTT.

J^{OYCE} est allé plus loin qu'un écrivain dans la description hardie de ce que le monde tenait pour secrets et bonheurs : masturbation de Bloom, fantasmes homosexuels et voyeurisme de Peter O'Rourke, menaces de Nausicaa et de Phénoche. Tout de même, on est surpris par le style boudissant qui s'échappe de ses lettres à sa femme Nora Barnacle (publiées d'autre part en anglais).

Le gros de la correspondance « publique » présentée par Richard Ellmann est loin d'être épistolaire. Joyce y proclame ses droits d'homme et d'artiste à la face de ses éditeurs, de la société en général et même de ses amis. Mais il ne manque pas de demandes d'argent son frère Stanislas, confirmant d'autant les prévisions de celui-ci à la sainteté. Il est contrarié à l'égard de Harriet Shaw Weaver, qui le comble follement de ses bien-

faits. Il a de la générosité pour Shaw, de l'antipathie pour Budgen ; tel un thaumaturge, il ressuscite de l'ombre Greco et Djardain.

Bref, on passe du langage non littéraire brut (mais jamais brutal) à la courtoisie madré et érudite, et cela non seulement en anglais, mais en français, en allemand et en deux autres langues. Toutefois, ces lettres ont peu de rapport avec le portrait de l'artiste. En revanche, elles Joyce d'entre les hommes et mettez-le parmi les femmes et, là, vous aurez un aperçu des autres de son art.

Toutes ces lettres publiées ne sont pas de Joyce. Mais dire que l'on prend un plaisir plus vif à ce qui lui écrivait son frère et sa femme qu'à ce qu'il leur écrivait lui-même n'est-il pas le meilleur honneur que l'on puisse lui rendre ? Car on doit alors voir deux de ses personnages sortir tout vifs d'un de ses livres.

Et si l'on veut savoir quelle substance il tirait de Nora, voici la réponse : « *Toujours est-il que je suis complètement vide au jour-l'as-tu pas une idée de ce qu'est un gros orage mais si tu te trouves pris dedans tu ne t'en rends pas compte d'être dans un état de neuf heures et demie sous ébranlé à quelques-uns dans la salle à manger et comme il coust plus tard le jour on ne s'y attendait pas et voilà que c'est arrivé tout d'un coup dedans et le tonnerre qui est venu à l'heure morte et pendant une vingtaine de minutes je suis resté presque raide de peur et après cela le déluge et nous sommes allés nous coucher sur les dix heures et demie mais je n'ai pas fermé l'oeil ensuite est venu un ouragan avec des débris jusqu'à passé cinq heures du matin. » Et ainsi de suite sur deux pages qui ont l'air de la chronique d'un événement.*

Et quant à la mère de Stephen-James Dedalus-Joyce, la douce, la condamnée, se parle-t-elle simplement, comme dit Ellmann, élate dans cette réponse à ce fils arrogant qui se plaint de ne pas lui avoir écrit : « Mon cher Jim, si ma lettre te déçoit et si comme d'habitude tu n'as rien écrit, c'est que tu voudrais m'expliquer, crois-moi ce n'est pas faute de désir et de vouloir de comprendre et de trouver les paroles qu'il te faudrait mais comme tu le dis souvent je suis stupide et incapable de rien entendre aux grandes idées si fort que je le sens. Ne fuses pas l'âme à chercher en moi une femme à l'ordinaire en regardant avec espoir vers l'avenir. »

Joyce ne s'évertue pas à faire du Stephen Dedalus d'Ulysse un personnage sympathique. Le jeune-rimaleur a beau avoir la grosse tête, du moins se démasque-t-il l'homme naïf, et pas la chose la plus importante du monde. Rien de cela dans les lettres. Elles nous font tant que ça était un monstre, et sa mère, une héroïne.

Tout profitait à son art

Mais il est un autre pétaite qui vient s'ajouter à la corolle du Bloom d'Ulysse : l'étrange liaison d'un fils avec sa mère, comme dans *Martha Felschmann*. A l'automne de 1918, Joyce, malade, fut pris d'une fièvre, rougit et pâlit à sa vue, ballotta, se confondit en excuses et fut l'objet d'une attention de sa femme. Elle se pencha sur sa jeune fille s'apercevant qu'elle avait une plaie à l'entrejambe. Il s'agit d'une plaie irlandaise, et déclara à sa femme : « Tu n'as rien de grave, mais je t'en prie, ne dis rien à personne. » Elle se pencha sur sa jeune fille s'apercevant qu'elle avait une plaie à l'entrejambe. Il s'agit d'une plaie irlandaise, et déclara à sa femme : « Tu n'as rien de grave, mais je t'en prie, ne dis rien à personne. »

Antony Burgess.

(1) James Joyce, Gallimard, 1980.



Dessin de Bérénice GLENN.

Faulkner et la rage d'écrire

« *D*ans les dernières années, Faulkner est celui dont le nom est le plus répété dans les journaux américains, écrit Raymond Queneau (1). En effet, si on ne peut pas dire que l'auteur de *Lumière d'été* participait à des manifestations officielles, écrits ses journaux pour donner son opinion sur un fait divers, significatif ou un problème d'actualité (2), jamais il n'évoqua sa vie privée. Faut-il en déduire qu'il se désintéressait de la vie ? Pas vraiment. Faulkner avait une conception très précise de son rôle d'écrivain, de son statut dans la société. »

Déjà, en 1930, lorsque son premier agent littéraire lui suggéra de rédiger une petite notice biographique, il lui répondit : « Pour la biographie, ne dis rien aux enquêteurs. Qu'est-ce que ça peut bien leur faire ? Dis-leur que je suis né d'un alligator et d'une esclave noire à la conférence de Genève si tu y tiens. »

Le romancier a toujours défendu farouchement sa tranquillité, repoussant les déclarations aux magazines qui érigent leur propre gloire sur celle des autres. En conséquence, Faulkner n'a pas joué le jeu de la critique que s'efforçait de faire son roman à l'égard de son vœu d'indépendance. Il se voulait fermier —

et chasseur à l'occasion — comme des milliers de ses contemporains. Comme tout un homme du Sud bien ordinaire, amateur de whisky (ce dont il ne se cachait pas) et de femmes (ce qu'il ne dissimulait pas). Un mur séparait l'écrivain de l'homme public : l'écriture.

D'ailleurs, on pourrait s'attendre qu'il en soit beaucoup question dans ses *Lettres choisies*, d'autant plus que la majorité d'entre elles sont adressées à des agents littéraires, des éditeurs ou des critiques. Certes, il s'en trouve quelques-unes où il évoque des points précis concernant une nouvelle ou un roman mais, dans l'ensemble, Faulkner ne s'étendait ni se étanchait guère aux questions esthétiques. Se justifier, se situer par rapport à un courant ou à des influences ne l'intéressait pas. A ses yeux ce qui importait était le résultat, le plaisir que prendrait le lecteur à lire son texte.

L'argent et le travail

Paradoxalement, les deux thèmes qui reviennent le plus souvent sont l'argent et le travail, deux fardeaux qu'il portera longtemps. Jeune homme, lorsqu'il sortit de Paris à sa mère, dans des lettres pleines d'amour et de courtoisie de choses vives, il décrivait le prix d'une chambre d'hôtel, d'un déjeuner, d'un billet de train, etc. Devenu écrivain professionnel, le voici qui parle encore plus d'opéras sonnées et trébuchantes : il sollicite des avances auprès de son éditeur, tente de négocier, au meilleur prix, des contrats, s'inquiète de ses impôts.

Faulkner est un chef de famille qui a de nombreuses bon-

ches à nourrir (ce dont il se plaint, parfois) : épouse, l'argent qui tourne éternellement, pour lui, un certain succès, confirmant son choix du métier d'écrivain. Avant que le prix Nobel de littérature lui soit décerné (en 1954), il faut dire que sa situation financière et matérielle n'est pas brillante. Il a bien écrit « vendre plein d'écritures » mais ne suffit pas à nourrir un homme. Alors, le voici qui écrit des textes alimentaires (« je refuse le titre d'homme de lettres », dit-il à l'un de ses correspondants) et surtout, il commence à travailler pour le cinéma.

En regard de l'incroyable énergie qu'il dépense pour — et qu'entraîne souvent — les studios d'Hollywood, les gains qu'il en retire sont médiocres et les déceptions souvent immenses. Plus il se rend compte, bientôt, que cette activité menace sa propre création. Mais Faulkner a le virus de la littérature, une véritable rage. Et il s'accroche. On pense, en lisant ses lettres, à Flaubert, à Flaubert, hommes de lettres qui se posent en véritables combattants de l'écriture, affirmant leur volonté d'être des personnages singuliers, grands maîtres du texte. Il y a à la fois quelque chose de sacré et de désespéré qui veut effacer ou combler l'âme du silence.

Les lettres de ce choix ne sont pas toutes d'un grand intérêt, mais il faut les lire comme les expressions d'un génie littéraire tout entier tourné vers une seule préoccupation, une seule volonté, une seule nécessité : écrire, encore et toujours.

BERNARD GENES.

« *LETTRES CHOISIES*, de WILLIAM FAULKNER. Préface de Michel Gressat. Traduit de l'anglais par Didier Carouge et Michel Gressat. Gallimard, 264 p., Nov. 1980 p.

le feuilleton

Jean-Pierre Enard, Patrick Besson

Suffit-il que l'auteur se fasse plaisir ?

On parle d'eux pour les Prix. On a raison. Ce sont d'indéniables professionnels. La preuve : ils se cherchent déjà dans les croquis des journaux. Il y a plus sérieux : Enard et Besson ont à leur actif trois, quatre livres bien ficelés où, nous l'avons dit, il y a une voix singulière se pose. Les derniers-nés tiennent debout. On voit bien qu'ils savent raconter une histoire. Inventer des personnages, encore plus. L'un et l'autre en font déborder des dizaines ; même qu'on en a le tourna. Une langue un peu polysyllabique, tournée à l'ouest, l'oubli, il ne se dégage de leurs livres, je la dis à regret, aucune nécessité partageable, aucune urgence. La question court, au long des pages : bravo, la trouvaille ! j'oi, le clin d'oeil ; mais encore ? On a beau savoir s'arrêter d'un rien, s'avoir le retour au romanesque « pur », n'être pas affamé de sens et de visions comiques, à quel bon tout ça ?

Prenons Enard, l'ainé. La trentaine, bien introduit dans le milieu, trois titres remarqués : *Le Ligne de cœur* (1977), où se croisent sans se voir un homme noir en rupture de métier et une comédienne en mal de rôle ; *Le Photo de classe* (1979), où un chrétien en chômage cherche à faire oublier le souvenir d'une amie d'enfance et l'image d'un criminel qu'elle est peut-être devenue ; enfin, *Le Dernier Dimanche de Santa* (1980), le plus original à mes yeux, où, en un avant que le mort ne lui donne raison, un petit-être spirituel du philosophe suit son fantôme dans les rues de Montparnasse et recueille son existence, moins par iconoclasie que pour conjurer l'horreur du déclin.

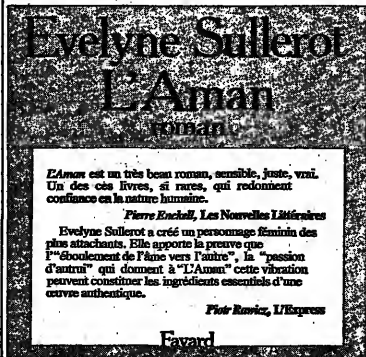
par Bertrand Poirot-Delpech

Comme celui de *Le Ligne de cœur*, le héros du *Voyage des comédiens* a résolu de changer de vie. Avocat, il vient d'abandonner à sa femme, devant les parents de son fils, une jeune fille, qui se pendra dans sa cellule. En route pour Paris, où l'attendent femme et enfants, sa voiture accroche un minuscule de comédiens en tournée. C'est décidé : il suivra la troupe, ou plutôt la belle Maria Luvens, « scaboteuse » dans la *Capitaine Escadron*. A Nice, terme de la tournée, il tombera dans la coma, suite probable de l'accident, à moins que ce ne soit de sa propre accoutumée dans le monde de l'illusion.

ENOORE une fois, Enard sait boucler une histoire. Mele on dirait qu'il n'a de cesse d'apporter la preuve de sa supériorité. On ne s'explique pas autrement une profusion de détails qui s'annulent mutuellement et dispersent d'effort en effort, dans des pages, j'ai dénombré quelque vingt personnages secondaires, et autant de figures. A ce compte-là, il ne peut s'agir que d'un synopsis et de notations stéréotypées. Les acteurs et actrices de la troupe relèvent de la convention la plus facile. Sur les vérités et les petites misères d'une troupe de second ordre, on ne peut que renvoyer aux romans de Christopher Frank et Jean-Pierre Chabrol, ou aux films de Truffaut et d'Yves Robert-Delpech (*Saint-Fari*). Enx au moins ont cherché l'ambiguïté et l'improvisation des clichés de l'artiste sans gloire.

Quant au couple central, on en est réduit, sur ce qu'il vit, à des indications de parades-béatitudes : « Le destin, ensemble, que c'en était gênant. » Cette tournure familière est à l'image de la manière dont écrit Enard. Après une sorte de préface très soignée, qu'on dirait pastiche de Nimier, sur le médiocrité de nos pères, sous parcs de débris, se le ton se veut paté, gouaillier. A part des allusions à Courmet, Flaubert ou Céline, sous forme de noms de rue, le style navigue entre la conversation de train — « Louise était sortie faire les commissions » — et l'aphorisme allant de soi ou parfaitement réversible, du genre : « Il est connu que les enfants empoisonnent les parents de s'exprimer ». « Un amour, ce qu'il y a de mieux, ce sont les commensaux », ou « la police n'est jamais là quand on a besoin d'elle ». Lorsque l'histoire vous laisse indifférent parce que trop dispersée et simpliste, et qu'il ne vous reste qu'à guetter la voix de l'auteur, parvenues évidences relevant la question : pourquoi, mais pourquoi cette course au moi ? « Hic ? Pourquoi jeter à la mer le bouillie qu'est tout livre, si c'est pour n'y arriver que ce message-là ? »

(Lire la suite page 17)



Enard est un très bon roman, sensible, juste, vrai. Un des très livres, si rares, qui redonnent confiance à la nature humaine.

Pierre Enard, Les Nouvelles Littéraires

Evelyne Sullerot a créé un personnage féminin des plus attachants. Elle apporte la preuve que l'« éboulement de l'âme vers l'autre », la « passion à l'enfer » qui donne à « L'Amant » cette vibration peuvent constituer les ingrédients essentiels d'une œuvre authentique.

Pier Enard, L'Express

(Lire la suite page 18)

lettres étrangères

La fausse légèreté de Philip Roth

Des écrivains fantômes à la recherche de leur identité.

COMME tous les livres de Philip Roth, l'écrivain des ombres est une plaisanterie qui va loin. A première vue, ce roman qui, dépourvu de quelconques digressions, serait plutôt une longue nouvelle, peut apparaître comme un texte presque frivole. A côté de laborieuses et prétentieuses « machines » romanesques — et même autour d'un — accablant littéralement le lecteur de mots et de détails « réels », l'écriture de Roth est plutôt légère.

Parmi tant de livres simplement fabriqués, plutôt laborieusement, le sien est, en fait, impossible à inventer. Là où d'autres croient nécessaire de nourrir des centaines de pages pour ne rien dire, Roth souffre le luxe de simplement suggérer ; d'aborder son sujet par le biais d'une idée et d'une métaphore, et sans forcément l'épuiser. Son livre n'est certes pas destiné à être simplement consommé ; il fait au contraire le laisser résonner en soi, jusqu'à ce qu'il prenne racine dans notre propre pensée. On s'aperçoit alors que les idées « frivoles » de l'auteur

cachent une vraie réflexion, qu'un regard croisement lucide affleure dans la conversation de salon, que l'improvisation englobe — mais comme en se jouant — une construction rigoureuse et complexe.

Le héros — et le narrateur — du livre est un jeune écrivain, Nathan Zuckerman, venu visiter, dans sa retraite campagnarde, un grand auteur mondialement connu. Après une soirée assez embarrassée, qu'ils passent ensemble, Lonoff, le vieux lion, invite le jeune loup à rester pour la nuit. Celui-ci finit par accepter, dans la nuit même du grand homme. Mais il a du mal à s'endormir ; d'abord parce qu'il doit dormir à son père, avec lequel il est brouillé à cause d'un de ses récits, ensuite parce qu'il guette le retour d'une jeune femme, déjà aperçue dans la soirée, que le vieil écrivain et sa femme ont temporairement hébergé.

Epouser Anne Frank

C'est précisément là que le récit de Roth « dérive » soudain, sans prévenir, à la faveur de deux longues digressions. La première évoque le récit de Nathan et les débâcles qu'il lui a vécues, à cause de la réaction outrée de sa famille juive, celle-ci jugeant « antieuropéenne » l'image que le jeune auteur a donnée d'elle-même. La deuxième digression, soit à l'aise de plumes postérieurement remanées ; puis il a voulu voler, et à cet usage il a fabriqué des ailes. Mais la tentative s'est terminée au fond d'un ravin.

En face, Birdy ne répond pas. Mais il rumine, saisissant au passage des lignes du discours d'Al. Les oiseaux, voilà son unique manœuvre. Il revêt les milliers de canards qu'il éparpillait dans sa chambre, revêt d'autres plumes de canards, de plumes, de bec

Un cri du cœur

de William Wharton.

L'ENFANCE est un paradis perdu, une terre où tout reste encore possible parce que l'imagination n'y souffre pas trop du réel. Mais il faut toujours grandir, oublier et se faire une raison, comme on dit.

Birdy, le personnage principal du roman de l'américain William Wharton, n'a pas voulu faire le grand saut. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, comme ce soldat démobilisé se prend pour un oiseau, on l'a en toute logique, envoyé dans un hôpital psychiatrique. Il joue à merveille son rôle, ce drôle de volé. Le psychiatre militaire de service a fait appel au vieux copain de Birdy, Al, fils d'un grand médecin, pour tenter de rétablir l'équilibre. Commence alors un singulier dialogue, ou plutôt un double monologue, entre les deux amis d'enfance.

Al s'exprime à voix haute, apocryphement son vieux complice pour essayer de lui soulever les plumes. Il lui rappelle les épisodes significatifs de leur enfance, leurs jeux de panthère dans les faubourgs de Philadelphie, et Birdy nous apparaît déjà comme un original hors de pair. Pensez, à deux ans, il était confiné dans un costume de pigeon à l'aide de plumes postérieurement remanées ; puis il a voulu voler, et à cet usage il a fabriqué des ailes. Mais la tentative s'est terminée au fond d'un ravin.

En face, Birdy ne répond pas. Mais il rumine, saisissant au passage des lignes du discours d'Al. Les oiseaux, voilà son unique manœuvre. Il revêt les milliers de canards qu'il éparpillait dans sa chambre, revêt d'autres plumes de canards, de plumes, de bec

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

24, rue Richelieu - Paris (2^e)

Guy LEVIS-MANO

éditeur, poète, typographe

T.L.J. de 13 h. à 17 h.

24 octobre - 22 novembre

De prime abord, deux thèmes se dégagent de cette livre « d'essai » : la justice et la littérature.

Au-delà de ces deux sujets manifestes, un troisième thème se dessine au cœur du livre : celui de l'identité et de l'appartenance. L'incertitude des personnages entre identité et littérature est aussi celle entre une identité donnée et une autre, librement choisie. Le plus révélateur en ce sens est le cas de Nathan : en cherchant à juger sa littérature d'après les seuls critères de la tribu, sa famille se montre en fait aussi incertaine que ceux dont elle cherche à se préserver, les tenants du racisme. Mais peut-on échapper à ce totalitarisme des tribus et des collectivités en général ?

La qualité d'écrivain « fantôme » — plus original du livre — s'applique en fait aux trois frères à la fois : Lonoff n'est qu'une ombre de son œuvre, Nathan, lui, se fait que rêver sa propre vie (y compris sa carrière littéraire), Anne — ou Amy ? — n'est, à la limite, qu'une invention du narrateur. Quant à Philip Roth, il refuse le spectacle des apparences pour les interroger.

PETR KRÁL.

* L'ÉCRIVAIN DES OMBRES, de Philip Roth, roman traduit de l'anglais par Henri Bonthuis, Gallimard, 101 pages, 19 francs 50 F.

* BIRDY, de William Wharton, traduit de l'américain par Matthew de Almeida et Florent Bregman, Laffont, 206 pages, 10 francs 50 F.

* L'ÉTHNOGRAPHIE GÉNÉRALE DES FAITS ÉTHIQUES

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

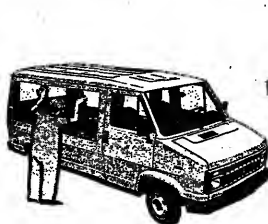
212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

212 ansée - Sommeville

Les outils utiles.



FOURGON VITRINE



CHÂSSIS CABINE



DOUBLE CABINE BÂCHÉ



FOURGON DE BASE



FOURGON ISOTHERME SURÉLEVÉ

Les nouveaux C 25.

Tôlés ou vitrés, châssis courts ou rallongés, fourgons de base ou surélevés, motorisations essence ou diesel: les C 25 comprennent plus de 40 modèles de base. Ça, c'est vraiment nouveau et c'est vraiment utile.

En plus, ils ont tous les avantages des camions-outils: robustesse, traitement anticorrosion mais surtout chargement facile, volume optimum, grande surface au plancher (traction avant et moteur transversal).

Mieux, ils ont toutes les qualités utiles des véhicules légers: maniabilité, nervosité, freinage assisté, confort.

Les C 25 sont de véritables outils utiles, prêts à rouler. Avec eux, une nouvelle génération d'utilitaires est arrivée. Une nouvelle génération qui vient s'ajouter à toute la gamme des "Autos Utiles" chez Citroën.



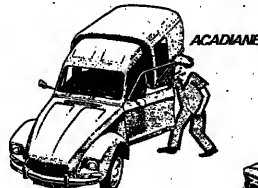
CITROËN

C 25 Essence: 10 ou 11 CV. Diesel: 10 CV.
Traction avant, moteur transversal, cabine semi-enclosée, freinage assisté.
Fourgon de base:
Volume de base utile en m³: 6,5
Poids total en charge en kg: Essence: 2800.
Diesel: 2900.
Charge utile en kg: 1050 avec moteur Essence 10 CV ou Diesel 10 CV.
1450 avec moteur Essence 11 CV ou Diesel 10 CV.
Le C 25 existe également en version fourgon rallongé, surélevé, vitré, châssis-cabine, etc.
(Plus de 40 modèles de base, adaptations sur mesure).

C 25: PLUS DE 40 MODÈLES DE BASE!



MEHARI 4x2



ACADIANE



GSA SPECIAL ENTREPRISE



LNA ENTREPRISE

Les autos utiles.

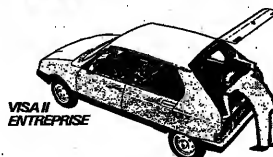
Elles sont infatigables, robustes, pratiques, économes: aucun métier ne leur fait peur! Modernes, sympathiques, originales, elles

ont de l'espace à revendre. Joindre l'outil à l'agrément, joindre l'auto à l'utile, une tradition qui vient de loin, chez Citroën.

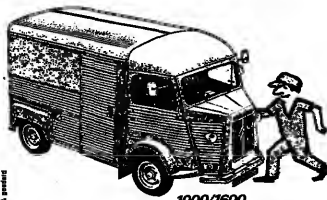
CITROËN



MEHARI 4x4



VISA II ENTREPRISE



1000/1600

Roulez utile.

C 35 et 1000/1600: charges tranquilles, routes utiles. Ils ont fait leur preuve dans tous les métiers, par tous les temps. Chargement, endurance, tous les records leur appartiennent. Économiquement forts, ce sont les plus infatigables travailleurs de la route.

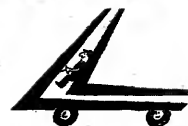
CITROËN



C35L

CITROËN partenaire TOTAL

En avant Citroën!



Le Monde

économie

La politique économique française vue par les investisseurs allemands

SUR LE FIL DU RASOIR

De notre envoyé spécial

Frankfurt. — Si l'on veut relancer l'économie française, il faut inciter les entreprises à investir ; si l'on veut que les activités ainsi créées bénéficient d'abord aux régions les plus exposées à la crise, il faut que les conditions géographiques de la politique de l'emploi et de l'aménagement du territoire ne soient pas neutres ; si, enfin, on veut quantitativement renverser la courbe du chômage, il faut faire appel non seulement aux firmes nationales, mais aussi, car ils sont loin d'être négligeables, aux investissements étrangers.

Ce raisonnement implique évidemment beaucoup de « si ». Or il se trouve que, dans un domaine, la réalité rejoint les souhaits pueux des responsables de l'aménagement du territoire disposent, avec les bureaux étrangers de la DATAR, de véritables démarcheurs industriels dont le métier consiste précisément à canaliser les investissements productifs (usines, laboratoires de recherche, voire quartiers généraux et centres de décision) vers les zones touchées par la crise.

Dirigé par M. Roger Falck, le Bureau allemand pour le développement industriel en France (BIEF), installé à Frankfurt, a juste dit, avec l'antenne similaire aux États-Unis, le BIEF est, parmi les « ambassadeurs » de la DATAR, celle qui traite chaque année le plus abondant volume d'affaires. Mais il ne s'agit pas, explique M. Falck, de faire du chiffre pour du chiffre. Il faut, sur chaque dossier, que l'intérêt général de la France coïncide avec l'intérêt propre de l'industriel allemand. Sinon, l'affaire ne serait pas viable et capoterait. Ne comptez pas sur moi pour envoyer de force à

Saint-Nazaire un industriel qui, lui, aurait jeté son dévolu sur Bordeaux.

Un bilan ? Quelque trois cents usines allemandes ont ouvert leurs portes en France depuis dix ans, offrant environ trente-quatre mille emplois. Sans doute retiendra-t-on de cette décennie quelques échecs singuliers, par exemple Grundig à Gien (Gers) — un non-sens quant à la localisation —, mais aussi des succès, tels Siemens à Bordeaux ou Viessmann à Faulquemont (Moselle), qui s'est installé quand les Houillères fermaient la mine. Les « bons coups » les plus récents, qu'on espère durables, répondent au nom de Jokey Plastic à Neux-les-Mines, dans le Pas-de-Calais (une P.M.E. allemande mène une filiale dédicatoire des Charbonnages, reprend soixante-quinze des cent soixante-dix ouvriers et commence déjà à dégager des bénéfices), de GERB (fabrication de tables anti-brûlures) à Saint-Nazaire, avec la création — très subventionnée par l'État — de soixante emplois en trois ans, ou encore Eurocontact (verres d'optique) à La Flèche, dans la Sarthe).

Un certain attentisme

Dans les vingt dernières années, le secteur de la chimie a fourni le plus gros contingent de devises avec 994 millions de deutschemarks d'investissements (1), suivi de la construction mécanique (720) et de l'électro-mécanique (503). D'où l'importance des négociations (et des fichiers que le BIEF met méticuleusement à jour) avec les syndicats patronaux de ces branches. « Je ne vous cache pas que les projets sociaux de M. Mitterrand, par exemple les trente-cinq heures, provoquent de notre part un certain attentisme, pour ne pas dire autre chose », commente M. Dieter Rath, de la fédération des industries élec-

triques et électroniques. « Cela dit, les industries de notre branche jugent très positif le programme nucléaire français. Vous savez un fabricant allemand beaucoup moins cher que nous, c'est un atout. » Il reste que le temps (1960-1973) où les entreprises allemandes créaient en France, et en Alsace surtout, des usines pour accroître leur capacité de production n'est plus. Aujourd'hui, on donne la priorité aux investissements de productivité, de rationalisation, comme au Japon, ce qui ne dégage guère des contingents abondants d'emplois.

Reste tout de même deux constantes, note M. Jean Damminger, directeur du Crédit indus-

triel et commercial à Frankfurt. L'accueil réservé à l'industriel allemand, la gamme des services qu'on lui rendra à Bâle ou à Strasbourg, seront pour lui déterminants ; bien davantage que des primes financières ou tel discours sur le prétendu climat social. L'autre élément important, c'est la confiance ou le manque de confiance en Europe, à cause de l'Afghanistan, de la Pologne, ou d'autres événements... Résultat : les investissements allemands, s'ils ne se désolent pas de la France — « c'est un vaste marché de 50 millions de consommateurs et les coûts salariaux y sont inférieurs de 30 % à ceux d'Allemagne, voilà des faits que ne modifie pas le changement de gouvernement

Depuis le 10 mai... — jouent les États-Unis, la Belgique, le Canada, la Suisse et le Brésil. La sécurité prévaut.

355 millions de deutschemarks se sont tout de même investis dans les régions françaises pendant le premier semestre de cette année et, d'ailleurs, pour nous, géographiquement, produire dans le Palatinat ou en Bretagne quand on exporte en Indonésie c'est du pareil au même ! Le marché français n'est quasiment pas l'étranger », dit-on au très puissant syndicat patronal de la machine-outil (V.D.M.A.), où les responsables sont visiblement distants à l'égard du nouveau cours des choses à Paris.

« On verra »

Presque unanimes, les milieux d'affaires allemands dont Frankfurt constitue une niche fonctionnelle, tout entière vouée au travail, aux transactions et opérations bancaires de toute nature, aux négociations financières les plus « pointues », prononcent « On verra... » (2) lorsqu'on les interroge sur les perspectives de création d'emplois en France. Et M. Günter-Jean Audur, directeur de la filiale de la Société Générale d'ajouter : « Pour ces milieux, la façon dont M. Mauroy réglera la nationalisation de Renault Défilé, pour échoir à la majorité du capital, bloquera ou détendra la situation. C'est un symbole de la pierre d'achoppement de la coopération économique franco-allemande ».

Francophiles mais sévères, les journalistes du grand quotidien financier Frankfurter Allgemeine Zeitung persiflent : « La France, avec ses innombrables réglementations, a toujours été le pays le plus difficile pour les investisseurs allemands. Aujourd'hui c'est un pays très, très difficile. Parlons d'un

grand doute, d'un grand malaise des milieux économiques allemands... »

L'Allemagne des grands « Konzern » et des innombrables P.M.E. très performantes lance, une fois d'adresse à M. Mauroy : « Demandez-nous la preuve que nous n'aurons pas tort de vous faire à nouveau confiance ».

Quand ils entendent les propos de M. Paul Quilès évoquant d'éventuelles têtes qui doivent tomber, les financiers d'Outre-Rhin, qui professent le darwinisme industriel et vénèrent la rentabilité, prennent leur mal en patience. Mais leurs oreilles se montrent à coup sûr plus attentives et compréhensives lorsque leur partenaire, les propos de M. Jacques Delors : « J'entends mal votre contre le dollar européen. C'est la question fondamentale à mes yeux. L'Europe doit répondre à trois défis : le défi de maintenir le monde, le troisième révolution industrielle, l'émergence de nouveaux concurrents en Asie » (3) — ou de M. Michel Rocard — « Le compromis n'est pas la compromission... L'alliance de réalisme et d'idéal, d'opportunisme et de maximalisme qui ne conduit qu'à l'échec... Si nous brutalisons l'appareil de production, combien de chômeurs supplémentaires cela coûtera-t-il ? (4) ».

Les Français ne sont pas seuls à éprouver le besoin d'être sécurisés. Pour la confiance, le Rhin c'est pas une frontière.

FRANÇOIS GROSCHMIDT

(1) 1 deutschemark = 2,50 F.
(2) C'est le titre d'un article signé par le Dr Hans Messner, président de la chambre de commerce de Frankfurt, dans la publication Mitterrand-JFK, Frankfurt, le 15 octobre.
(3) Le Nouvel Observateur du 24 octobre.
(4) Discours au congrès de Valence, le 23 octobre.

Emplois créés par les investissements étrangers en France

(Chiffres de 1980. L'Ile-de-France n'est pas prise en compte dans ce tableau.)

REGIONS	TOTAL	Dont investissements allemands
Alsace	1 878	1 338
Aquitaine	310	0
Auvergne	0	0
Bourgogne	170	0
Bretagne	130	0
Centre	190	0
Champagne-Ardenne	0	0
Corse	0	0
France-Comté	120	128
Langues-Roussillon	202	159
Limousin	90	0
Lorraine	1 963	386
Midi-Pyrénées	1 045	145
Nord-Pas-de-Calais	984	176
Basse-Normandie	210	130
Hauts-Normandie	280	0
Pays de la Loire	1 162	0
Picardie	385	0
Pologne-Charbonnages	0	0
Provence-Alpes	390	0
Côte d'Azur	0	0
Rhône-Alpes	2 181	0
TOTAL	11 696	2 565

PRINTemps

Haussmann/Nation/Parc
Velizy/Italie-Galaxie

JUSQU'AU 30 NOV.

AVEC CETTE CARTE -10% SUR TOUT

Printemps

MME JULIE DULAC
50.488609

07.82

SOCIAL

LES NEGOCIATIONS

M. Krasucki le « front »

M. Krasucki, secrétaire CGT, est allé à la rencontre de la CFE, le 17 octobre, pour discuter de la situation des salariés. Il a été reçu par le directeur de la CFE, M. Krasucki, qui a souligné la situation difficile des salariés et a demandé des mesures immédiates.

Il a constaté que les propositions faites dans le cadre des négociations sont insuffisantes. Les salariés demandent une réduction de la semaine de travail à trente heures, ce qui leur permettrait de bénéficier d'un salaire plus élevé. M. Krasucki a souligné que la CFE ne peut pas accepter une telle proposition, car elle entraînerait une perte de compétitivité.

« Des obstacles énormes », estime M. Krasucki, « nous empêchent de changer rapidement la situation. Nous devons attendre la fin de l'année pour pouvoir discuter de la semaine de travail à trente heures. »

Malgré ces déclarations, M. Krasucki a souligné que la CFE ne peut pas accepter une telle proposition, car elle entraînerait une perte de compétitivité. Il a souligné que la CFE ne peut pas accepter une telle proposition, car elle entraînerait une perte de compétitivité.

(sauf alimentation, services, agence de voyages et articles pointus rouges). Cette carte Printemps vous sera remise gratuitement dès acceptation de votre dossier. Grâce à elle vous pourrez régler tous vos achats, bénéficier d'offres spéciales et de livraisons gratuites, dans tous les magasins Printemps.

هكذا من الأصل

AVIS Vous êtes en retard? Ce n'est pas grave. De toute façon, nous réserverons votre voiture pendant 12 heures. Et ce sera vraiment celle que vous avez commandée, pas une autre. Passez-nous un coup de fil, nous patienterons.

Une voiture Avis a rarement plus d'un an. Ainsi vous conduisez toujours le modèle le plus récent, systématiquement révisé avant chaque location, et inspecté depuis le capotier

jusqu'au coffre en passant par les moindres détails techniques. Parce que pour nous, la propreté intérieure et extérieure d'une voiture est aussi essentielle que sa sécurité.

Comment pensez-vous que nous arrivions à louer dans le monde entier tant de voitures par jour? C'est grâce à l'expérience, la formation de notre personnel et à notre souci de vos moindres problèmes.



J'aurai 2 ou 3 heures de retard.

Pouvez-vous garantir ma réservation jusque là?

 **Avis** loue des voitures Opel.
Opel Rekord

AVIS

LOCATION DE VOITURES
LOCATION DE CAMIONS



هكذا من الأصل

Période difficile

Les transporteurs aériens français, Air France et Air Inter, traversent des périodes difficiles. Des grèves sporadiques et des manifestations diverses agitent leur personnel. Leur situation financière est incertaine.

Air France se prépare à continuer ses activités avec un déficit estimé à 400 millions de francs pour l'année 1981. L'année dernière, les bénéfices étaient de 100 millions. Les responsables de la compagnie ne voient pas comment ils pourront se débarrasser de la dette de 100 millions avant l'année 1982.

Pour sortir de cette situation...

Le gouvernement donne de la centrale

De notre

Berne — Ce n'est pas le cœur de ce que le gouvernement helvétique a résolu, le 23 octobre, à la suite d'un accord au profit de la construction d'une centrale nucléaire à Kaiseraugst, de la région de Bâle. Cette décision, qui devra être soumise à l'approbation du Parlement, relate le débat entre partisans et adversaires de la centrale.

De quatre partis gouvernementaux, l'Union démocratique, le parti radical, sans réserve, la coalition du Conseil fédéral, les socialistes et les démocrates-chrétiens ont voté également.

RÉPUBLIQUE

SECRÉTARIAT D'ÉTAT
TRANSPORTS
SERVICE DE CONSTRUCTION

AVIS DE PROPOSITION

La République d'Israël a l'honneur de vous proposer pour la construction d'une route de 10 km, à l'ouest de Jérusalem, un contrat de 10 millions de dollars. Les candidats doivent soumettre une offre écrite et une proposition de prix avant le 15 novembre 1981.

Les documents pour la soumission des offres sont disponibles à l'adresse suivante :

Numéro	Adresse (Jérusalem)
23	Avis de 10 km de route, à l'ouest de Jérusalem.
50	Rue Paul-Va, 10, au centre des affaires de Jérusalem.
53	Rue Paul-Va, 10, au centre des affaires de Jérusalem.
54	Rue des Minimes, 10, au centre des affaires de Jérusalem.

Le projet étant partiellement financé par le gouvernement israélien, les candidats doivent soumettre une offre écrite et une proposition de prix avant le 15 novembre 1981. Les documents pour la soumission des offres sont disponibles à l'adresse suivante :

AVIS FINANCIER

AUSSEDAI REX

Comme il avait été annoncé, l'annonce de l'adhésion de la République d'Israël au premier séminaire de la région de Jérusalem, en 1981, est devenue une réalité. Les documents pour la soumission des offres sont disponibles à l'adresse suivante :

هكذا من الأصلي

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

28 OCTOBRE

Peu d'affaires
Légère hausse du lingot

Le volume d'affaires s'est tenu à la Bourse de Paris, ainsi qu'en témoignent les quelques 80 millions de francs négociés la veille à terme sur le vieux français.

Mercure, la situation est sensiblement identique et le marché apparaît hésitant à un point tel, que l'indice ne parvient pas à accomplir des progrès pour se détacher de la barre d'équilibre et reflète finalement un profit limité à 0,08 %, la variation jouant sur quelques décimales.

Huiles et baisses sont généralement limitées au fil de la cote. Ainsi, le Maitre fait figure de privilégié avec une avance de 0,5 %, tandis que l'essence et divers sont contents de progresser de 5 % environ, les autres gais tombent en revanche en deçà de 4 % (Cobalt, Elf-Gabon).

Coté répit, les variations sont également limitées à moins de 4 % dans le cas de Sommer, Kléber, Lohndorf, Lafarge, voire à 2 % à 3 % pour Nolet et Pacific.

Le marché de l'or est un peu plus favorisé par l'ambiance. Ainsi, le lingot s'inscrit à 81.480 F (+900 F) mais la notation est cautionnée dans la mesure où le marché est en attente de la clôture de la veille (774.500 F), le métal fin se négociant pourtant en hausse mensuelle motte dans la City à 431.50 dollars l'once contre 426.80 dollars vingt-quatre heures auparavant.

Côté marché des changes, la devise américaine s'inscrit à 5,7750 F contre 5,7815 F précédemment et le dollar se maintient à 5,7975 F, sans grand changement sur la veille, le taux de l'euro au jour le jour se maintenant également à 15,34 %.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SAINT-COMAN - Société « nationale »

SAINT-COMAN - Société « nationale » - Saint-Coman vient à l'annonce, à la suite de certaines informations en provenance de la participation dans la Tron Oil, avoir initialement fixé à 20 %, cette participation à del porde à 25 % environ.

DARTY - Le groupe Darty, qui détient actuellement 7 % du marché national de la distribution d'appareils électroménagers, devrait porter sa part à 9 % en 1982-1983, estime son président, M. Bernard Darty. Cette prévision repose sur le fait d'un taux de croissance annuel de 20 % à 25 % de l'ensemble des équipements électroménagers, ce qui confère au secteur une importance sur les structures commerciales, à ce point, étant allé, sur ce dernier point, à l'avenant, reste en cause de « la loi Royer ».

Pour la période 1981-1982, le groupe a prévu d'investir 140 millions de francs, dont 50 millions sur les acquisitions immobilières, à ce point, étant allé, sur ce dernier point, à l'avenant, reste en cause de « la loi Royer ».

SACILOR - La situation du groupe au 30 juin fait ressortir une perte de 220 millions de francs contre 220 millions de francs en 1980. Le déficit de Sacilor en 1980 a par conséquent augmenté de 220 millions de francs. Pour l'exercice 1981, la perte s'élève à 220 millions de francs contre 188 millions de francs en 1980.

L'OREAL - Bénéfice consolidé d'exploitation au 30 juin 470 millions de francs contre 405 millions de francs en 1980. Les résultats ont été plus élevés qu'attendus des provisions pour investissement, d'après à 226 millions de francs contre 188 millions de francs en 1980.

INDICES QUOTIDIENS
(base 100 = 31 déc. 1980)

Indice général : 83,3
Indice des valeurs : 83,3
Indice des actions : 83,3
Indice des obligations : 83,3
Indice des changes : 83,3

NEW-YORK

Tardif répit

Le redressement observé la veille à Wall Street n'a été de courte durée. En effet, malgré une volatilité de fin de séance, la cote a été marquée par une baisse supérieure à 4 points de l'indice Dow Jones des industriels, en clôture, à 2.771 points, soit une baisse de 0,77 point par rapport à 2.771,61 de la veille.

En dépit de ces revers, les hausses ont été notées sur le marché des obligations, à 1,52 point, soit une hausse de 0,77 point par rapport à 1,52, et sur le marché des actions, à 1,52 point, soit une hausse de 0,77 point par rapport à 1,52.

Les valeurs étrangères ont été marquées par une baisse de 1,52 point, soit une baisse de 0,77 point par rapport à 1,52, et sur le marché des actions, à 1,52 point, soit une hausse de 0,77 point par rapport à 1,52.

Les valeurs étrangères ont été marquées par une baisse de 1,52 point, soit une baisse de 0,77 point par rapport à 1,52, et sur le marché des actions, à 1,52 point, soit une hausse de 0,77 point par rapport à 1,52.

Les valeurs étrangères ont été marquées par une baisse de 1,52 point, soit une baisse de 0,77 point par rapport à 1,52, et sur le marché des actions, à 1,52 point, soit une hausse de 0,77 point par rapport à 1,52.

Les valeurs étrangères ont été marquées par une baisse de 1,52 point, soit une baisse de 0,77 point par rapport à 1,52, et sur le marché des actions, à 1,52 point, soit une hausse de 0,77 point par rapport à 1,52.

Les valeurs étrangères ont été marquées par une baisse de 1,52 point, soit une baisse de 0,77 point par rapport à 1,52, et sur le marché des actions, à 1,52 point, soit une hausse de 0,77 point par rapport à 1,52.

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Or	81.480	80.580	+900	Or	81.480	80.580	+900	Or	81.480	80.580	+900
Argent	1.000	990	+100	Argent	1.000	990	+100	Argent	1.000	990	+100
Platine	1.500	1.450	+50	Platine	1.500	1.450	+50	Platine	1.500	1.450	+50
... (autres valeurs)	...	...	...	... (autres valeurs)	...	...	...	... (autres valeurs)	...	...	...

BOURSE DE PARIS 28 OCTOBRE COMPTANT			
VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Or	81.480	80.580	+900
Argent	1.000	990	+100
Platine	1.500	1.450	+50
... (autres valeurs)	...	...	...

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cotes. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

Le Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après le clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

COTE DES CHANGES				MARCHÉ LIBRE DE L'OR			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS	Précéd.	Différence	MARCHÉ OFFICIEL	COURS	Précéd.	Différence
Paris-Londres	166,25	166,25	0	Paris-Londres	166,25	166,25	0
Paris-New York	5,7750	5,7750	0	Paris-New York	5,7750	5,7750	0
Paris-Francfort	1,52	1,52	0	Paris-Francfort	1,52	1,52	0
... (autres changes)	...	...	...	... (autres changes)	...	...	...

